

l'Anticapitaliste

n°605 | 3 mars 2022 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

À BAS LES GUERRES IMPÉRIALISTES!



Dossier

8 MARS:
CONSTRUISSONS LA GRÈVE
FÉMINISTE! Pages 6 et 7

ÉDITO

Nouveau rapport du GIEC:
toujours pire!!! Page 2

PREMIER PLAN

#Poutou2022: plus que jamais,
la nécessité d'une campagne
internationaliste et anti-
impérialiste Page 3



GUERRE EN UKRAINE

Russie/Ukraine: les Russes
ordinaires ne veulent pas de cette
guerre Page 4

LIBRE EXPRESSION

Mémorandum sur une position anti-
impérialiste radicale concernant la
guerre en Ukraine Page 12



Par COMMISSION NATIONALE ÉCOLOGIE

Nouveau rapport du GIEC : toujours pire!!!

Le groupe de travail 2 du GIEC a publié le 28 février le volet « *Impacts et adaptation au changement climatique* » du sixième rapport. La catastrophe est encore pire, plus rapide, plus grave, plus injuste que les prévisions. Les conséquences sociales et sanitaires sont déjà dramatiques, mais les projections sont encore plus inquiétantes : sécurité alimentaire menacée, pénurie et pollution de l'eau, maladies favorisées par les pollutions et par les chaleurs extrêmes, menace de nouvelles zoonoses. Les plus pauvres, les peuples indigènes, les femmes, les enfants et les personnes âgées sont les premières victimes, en particulier dans les pays du Sud global.

Le rapport établit que « *les stratégies de développement dominantes vont à l'encontre d'un développement soutenable du point de vue climatique* ». Le bilan des politiques dites d'adaptation menées par les gouvernements est sans appel : elles sont injustes et bénifient d'abord aux plus riches, elles servent de substitut aux politiques de réduction des émissions et sont menées au détriment des peuples indigènes, des populations pauvres et des femmes.

Le rapport met l'accent sur l'urgence : « *Tout délai supplémentaire dans l'atténuation ou l'adaptation compromet l'avenir* ». Malgré les pressions des États les plus riches, en particulier des États-Unis, il pose la question des « *pertes et dommages* » pour financer la réparation des dégâts déjà faits.

Si les politiques inégalitaires continuent, le nombre d'humains vivant en extrême pauvreté passera de 700 millions à un milliard dès 2030. Ce ne sont plus seulement des seuils physiques qui sont franchis, mais aussi des « *points de bascule sociale* ».

Plus que jamais, justice sociale et justice climatique sont indissociables. En France comme dans le reste du monde, les richesses des plus riches et des capitalistes ont explosé pendant la crise, en grande partie grâce aux aides publiques, alors que la pauvreté et la précarité ne cessent de s'aggraver et que le productivisme capitaliste détruit la vie des peuples, le climat et le vivant.

Ce nouveau rapport ne peut que renforcer notre détermination à nous retrouver massivement pour les marches pour le climat du 12 mars partout en France.

BIEN DIT

Le discours [d'Eric Zemmour] fabrique un monde alternatif et cohérent, structuré, clos sur lui-même, qui se donne les apparences de la scientifcité et du vrai. Il invalide à l'avance toute pensée autre et annule du même coup tout débat.

CÉCILE ALDUY (sémiologue), lemonde.fr, 21 février 2022.

À la Une

À bas les guerres impérialistes ! Solidarité avec les UkrainienEs contre la guerre de Poutine !

Une semaine après le déclenchement par Vladimir Poutine de la guerre d'agression contre l'Ukraine, difficile de mesurer jusqu'où la dynamique guerrière peut aller. Une chose est toutefois certaine : l'offensive contre l'Ukraine marque une nouvelle étape dans les volontés impérialistes de la Russie poutinienne, mais aussi dans le durcissement et la militarisation des relations entre grandes puissances au sein d'un monde capitaliste en crise.

L'agression militaire de l'Ukraine doit être nommée comme ce qu'elle est : une guerre, menée par la deuxième armée du monde, contre un pays et un peuple qui n'ont absolument pas les moyens d'imposer un rapport de forces militaire contre Poutine et ses troupes. En attaquant l'Ukraine, la Russie a franchi un cap que d'aucuns imaginaient encore, il y a quelques semaines, infranchissable, à commencer par Macron et les siens se vantant d'avoir réussi à raisonner Poutine et à empêcher la guerre.

Avec les UkrainienEs, contre tout campisme

L'objectif de la guerre de Poutine serait selon lui la « *démilitarisation* » et la « *dénazification* » de l'Ukraine. En réalité, cette aventure militaire est celle d'une puissance impériale qui cherche à répondre à deux objectifs : étendre les territoires sous son contrôle, contre l'autodétermination de l'ensemble des populations ukrainiennes ; signifier, brutalement, à l'Otan dirigée par les USA, une opposition à toute extension de l'alliance militaire. Et une fois de plus, entre ambitions impérielles et chaos inter-impérialiste, ce sont les populations qui trinquent. La résistance de la population ukrainienne face à l'avancée des troupes russes, entre autres et notamment à Kiev, a semblé-t-il contrecarré dans un premier temps les plans de Poutine. Aussi puissante soit-elle, l'armée russe, comme l'armée US avant elle, n'a dans tous les cas pas les moyens d'occuper et de « pacifier » un pays d'une telle superficie, et elle fera face à une résistance probablement acharnée. Les appels des UkrainienEs à se faire livrer des armes défensives sont à ce titre parfaitement compréhensibles, même si nous n'avons aucune confiance dans les dirigeants des puissances en capacité de répondre à ces appels.



Et quoi qu'il en soit, nous nous opposons bien évidemment à toute intervention militaire directe de l'Otan, qui fait partie du problème, et non de la solution, et qui ne pourrait que faire dégénérer encore un peu plus les choses, pour le plus grand danger des peuples de la région et du monde entier.

Les mobilisations internationales contre l'intervention russe en Ukraine sont salutaires, car seule une pression populaire mondiale pourra faire entendre une voix qui soit radicalement opposée à la fois à la guerre de Poutine et aux manœuvres des autres puissances impérialistes. Au sein de ces mobilisations, la bataille doit être menée pour qu'elle ne prenne pas une orientation atlantiste, repeignant l'Otan, l'UE et les USA en « *faiseurs de paix* », ce que certains en France, même dans une certaine gauche, défendent – malgré les évidences. Un campisme tout aussi insupportable que celui consistant à considérer Poutine comme un moindre mal par rapport aux États-Unis, nous sommant de choisir la peste contre le choléra, en faisant passer au second

plan le sort des peuples victimes des guerres.

Solidarité internationale !

Nous condamnons en premier lieu l'agression militaire que la Russie vient de lancer contre l'Ukraine, qui ne peut avoir aucune justification. L'urgence est à l'arrêt immédiat de cette guerre, et à l'accueil de touTEs les réfugiéEs. À ce titre, le racisme anti-africain à l'œuvre en Ukraine et en Pologne contre les réfugiéEs non-blancs ajoute de l'horreur à l'horreur, et doit être fermement condamné. Les sanctions prises contre Poutine et ses proches n'auront probablement que peu d'effet, de même que l'exclusion de la Russie de divers événements internationaux, dont la Coupe du monde de football au Qatar. Mais nous n'avons pas de raison de nous y opposer, tant que ces sanctions ne deviennent pas une arme contre le peuple russe, déjà victime des politiques clientélismes et ultra-libérales de Poutine et de ses amis oligarques.

Nous soutenons les forces sociales et politiques qui, en Ukraine, se battent

à la fois contre le mépris poutinien du droit à l'autodétermination, contre la privatisation de leur pays par des oligarques et contre leur régime anti-démocratique, et qui refusent d'être prises en otage par les ambitions des grandes puissances de ce monde. Nous soutenons toutes celles et tous ceux qui, en Russie, manifestent leur opposition à la guerre de Poutine, malgré la répression, les arrestations et les pressions idéologiques.

Au-delà de la condamnation de l'agression de Poutine et du soutien à la population ukrainienne et aux pacifistes russes, nous dénonçons les politiques de maintien et d'extension de l'Otan depuis 1991 (après la dissolution du Pacte de Varsovie) qui manifestent, tout comme la logique grand-russe, les ambitions impérielles des USA et de leurs alliés, au mépris des droits des peuples. Le passé pas si lointain de l'Otan, en Libye comme en Afghanistan, donne la mesure du peu de cas que cette alliance militaire fait du sort des populations, et des dégâts considérables et durables de ses interventions armées.

L'heure est à la construction d'une mobilisation internationaliste :

- Pour l'arrêt de l'intervention et le retrait immédiat de toutes les forces russes d'Ukraine;
- Pour l'accueil de touTEs les réfugiéEs;
- Pour l'annulation de la dette qui pèse sur l'Ukraine;
- Pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes;
- Pour la solidarité avec les mobilisations anti-guerre en Russie;
- Pour l'arrêt de l'extension de l'Otan et, au-delà, pour son démantèlement.

Une voix internationaliste, anti-impérialiste, solidaire, contre tout chauvinisme et toute fuite en avant militariste, que Philippe Poutou fera entendre dans la campagne présidentielle.

Julien Salingué

#POUTOU2022 Plus que jamais, la nécessité d'une campagne internationaliste et anti-impérialiste

L'actualité, avec l'agression de Poutine contre l'Ukraine, nous rappelle à quel point il est nécessaire de porter, y compris dans la campagne présidentielle, un discours et des positions internationalistes et anti-impérialistes. Nous publions à cette occasion un extrait de la brochure-programme de la campagne Poutou, mise en ligne la semaine dernière.

Nos luttes n'ont pas de frontières. Nous refuserons toujours le moindre compromis avec le nationalisme, le chauvinisme et le racisme. Notre campagne est résolument anti-impérialiste, anti-colonialiste et internationaliste.

Solidarité avec les migrantEs

La seule réponse efficace face à la tragédie que vivent les migrantEs est de s'unir pour satisfaire les besoins

sociaux de millions d'êtres humains migrantEs ou pas, ici et ailleurs.

- Liberté d'installation et de circulation
- Droit d'asile pour celles et ceux qui fuient la guerre et les persécutions
- Accueil digne pour touTEs les migrantEs, sans distinction entre les migrantEs dits « économiques » et les réfugiéEs

Ouvrir les frontières, c'est permettre aux gens de migrer dans

des conditions dignes et sûres. Chaque personne a le droit fondamental de jouir de tous les droits politiques et sociaux du pays où il ou elle réside.

Solidarité avec les peuples du monde entier!

La dernière décennie a été marquée par une succession de soulèvements populaires contre les dégâts du capitalisme.

Nous portons un projet internationaliste fondé sur la solidarité avec les oppriméEs du monde entier. Nous soutenons les luttes des peuples kurde et palestinien contre leurs oppresseurs, les Rohingyas et les Ouïghours face aux régimes qui les persécutent, ainsi que toutes celles et tous ceux qui revendiquent le droit à l'autonomie, voire à l'indépendance, au Pays basque, en Catalogne ou en Irlande.

- Abolition de la dette des pays du Sud global, à commencer par l'ensemble des dettes illégitimes

- Fin des traités qui organisent le pillage des richesses à l'échelle internationale et détruisent les services publics

Un monde à changer

AMNESTY INTERNATIONAL DÉNONCE L'APARTHEID VACCINAL.

En facturant leurs vaccins à des prix élevés, en vendant la majeure partie à des pays riches, en s'opposant au partage de la propriété intellectuelle, les entreprises pharmaceutiques ne se sont pas montrées à la hauteur du défi de cette crise mondiale. De ce fait, elles ont contribué à une crise des droits humains.

Dix milliards de doses de vaccins contre le Covid-19 ont été produites l'année dernière, ce qui était largement suffisant pour atteindre l'objectif fixé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) de vacciner 40% de la population mondiale d'ici la fin de l'année 2021. Pourtant, nous révélons que seulement un peu plus de 4% des personnes vivant dans des pays à faible revenu présentaient un schéma vaccinal complet à la fin de l'année dernière.

Si les pays à revenu élevé ont accapré les vaccins, épousant impitoyablement les stocks avant que les régions plus pauvres du monde ne puissent y accéder, les entreprises pharmaceutiques ont également joué un rôle majeur dans cette catastrophe des droits humains. Ces entreprises auraient pu être les héroïnes de 2021. Au lieu de cela, elles ont tourné le dos aux personnes qui avaient le plus besoin de vaccins et ont simplement continué de faire des affaires comme si de rien n'était.

En 2021, Pfizer/BioNTech et Moderna ont projeté des revenus allant jusqu'à 54 milliards de dollars américains, et pourtant, moins de 2% de leurs vaccins ont été envoyés à des pays à faibles revenus. Les entreprises chinoises Sinovac et Sinopharm ont envoyé respectivement seulement 0,5% et 1,5% de leurs vaccins à des pays à faible revenu. Johnson & Johnson et AstraZeneca ont effectué une meilleure distribution, 50% de leurs stocks ayant été envoyés à des pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire inférieur. Cependant, les deux entreprises refusent toujours de partager leur technologie et leur propriété intellectuelle dans le cadre des initiatives coordonnées par l'OMS et abandonnent maintenant leur modèle tarifaire sans but lucratif.

Malgré les milliards de dollars de financement public, ces entreprises continuent de placer leur cupidité avant leurs responsabilités en matière de droits humains. Si nous voulons que l'année 2022 soit la dernière de cette pandémie, nous devons changer de cap dès maintenant pour atteindre l'objectif fixé par l'OMS de voir 70% de la population mondiale vaccinée en juillet 2022. Le seul moyen de sortir de cette crise est la vaccination collective.

Extrait de «Les Big Pharma ont contribué à l'iniquité vaccinale en 2021», sur amnesty.fr.

INTERNATIONALISME Solidarité face aux menaces de dissolution de Palestine Vaincra et du Comité action Palestine !

Le 24 février, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin annonçait sa volonté d'engager une procédure de dissolution de deux organisations du mouvement de solidarité avec la Palestine : le Comité action Palestine (CAP) à Bordeaux et Palestine Vaincra à Toulouse. Une nouvelle étape dans le cours liberticide-autoritaire du gouvernement Macron. Mais aussi un gage donné aux plus fervents partisans, en France, de l'Etat colonial d'Israël.

«À la demande du président de la République, je vais demander la dissolution du collectif "Palestine Vaincra" et du "Comité Action Palestine", pour appel à la haine, à la violence et à la discrimination et provocation à des actes terroristes.» Ainsi s'est exprimé le ministre de l'Intérieur, le 24 février, sur Twitter, sans évidemment avancer le moindre argument pour justifier les accusations portées contre les deux collectifs. Mais Gérald ça va bien-se-passer-Darmanin n'a pas besoin d'argumenter, il lui suffit de donner des coups de menton et de se livrer ensuite, avec l'arrogance qui le caractérise, aux plus scandaleux des amalgames.

Amnesty International également dans le viseur ?

Ainsi, soutenir le droit à la résistance, y compris armée, du peuple palestinien face à la guerre coloniale de l'Etat d'Israël, serait un «appel à la violence», voire une «provocation à des actes terroristes». Qui plus est,



WIKIMEDIA COMMONS

la dénonciation des crimes de l'Etat d'Israël et de ses pratiques discriminatoires systématisées serait un «appel à la haine»... antisémite. Et le lendemain, lors du dîner annuel du CRIF, c'est Aurore Bergé, figure de LREM, qui s'en prenait à Amnesty International, auteure d'un rapport dénonçant l'«apartheid» en Israël, accusant l'ONG de mener une «campagne scandaleuse» et appellant à la «démanteler».

Le NPA est évidemment solidaire de Palestine Vaincra et du Comité action Palestine, quand bien même nous ne partagerions pas toutes leurs positions, face aux menaces de dissolution. Et s'il faut le répéter, nous le répétons : nous considérons nous aussi que les Palestiniens ont

le droit de se défendre, y compris militairement, face à l'occupation et à la colonisation israéliennes ; et depuis bien longtemps nous sommes de ceux qui considérons que la politique israélienne est bel et bien une politique d'apartheid, au sens du droit international, c'est-à-dire des violences et des discriminations, systématiques et institutionnalisées, contre une partie de la population sur une base nationale, ethnique ou religieuse.

L'Etat d'Israël doit être isolé et sanctionné

Nous sommes solidaires de ces structures comme nous sommes solidaires de Nantes révoltée ou comme nous avons été au côté du CCIF face à la répression du ministère de l'Intérieur. Et au-delà, nous ne pouvons nous empêcher de remarquer que, dans la foulée de ces annonces de procédures de dissolution, le Premier ministre Castex a fait des déclarations pour le moins scandaleuses lors du dîner du CRIF le 25 février, dénonçant lui aussi Amnesty International – sans la nommer – et reprenant la formule J.S.

«Jérusalem capitale éternelle du peuple juif». Au-delà de la fureur répressive de Macron, Darmanin et compagnie, il s'agit donc bien d'une offensive politique, qui s'inscrit dans la foulée des interdictions de manifester lors de la dernière guerre contre Gaza et des accusations outrancières formulées contre le mouvement de solidarité.

À l'heure où la guerre fait rage en Ukraine et où les responsables politiques rivalisent de formules sur les droits des peuples, l'opposition aux occupations militaires, et de propositions pour sanctionner la Russie de Poutine, nous le redisons : la politique coloniale de l'Etat d'Israël doit être combattue, les Palestiniens doivent être soutenus dans leur juste lutte pour leurs droits légitimes, et l'Etat d'Israël, qui commet chaque jour des crimes de guerre au regard du droit international, doit être isolé et sanctionné. C'est tout le sens de la campagne BDS (boycott-désinvestissements-sanctions) auquel le NPA participe, et continuera de participer.

J.S.



les exploiteurs et les exploités. Le réchauffement climatique, les pandémies, l'exploitation capitaliste ne connaissent pas les frontières : c'est à l'échelle mondiale que l'humanité doit s'émanciper du capitalisme.

– Rupture avec les traités européens antidémocratiques et favorisant la concurrence libre et non faussée
– Pour une Europe des travailleurEs et des peuples !

Le chiffre

59

C'est le nombre d'accidents du travail mortels recensés par le compte Twitter «Accident du travail : silence des ouvriers meurent» (@DuAccident) depuis le début de l'année. Soit 59 morts en 59 jours, un chiffre en deçà du nombre réel de morts au travail, que l'animateur du compte Twitter, de son propre aveu, ne parvient pas à tous recenser. Oui, le travail tue.

Agenda

Tous les vendredis, minute de silence pour dénoncer la mort programmée de l'hôpital public. À 14h (rdv à 13h45).

Samedi 5 mars, rencontre de La Brèche sur l'afroféminisme, Paris 12^e. À 17h30, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine. Rencontre avec Fania Noël, autrice de *Et maintenant le pouvoir*, membre du collectif Mwasi, cofondatrice de la revue *AssiégiéEs* et l'une des militantes qui ont lancé le mouvement afroféministe en France dans les années 2010.

Lundi 7 mars, marche de nuit pour ouvrir la grève féministe, Paris. À 18h, place de l'Opéra.

Mardi 8 mars, manifestation pour les droits des femmes / grève féministe. À Paris, départ à 14h de gare du Nord.

Vendredi 11 mars, rassemblement en soutien aux grévistes de la Fnac Saint-Lazare #3 mois de lutte, Paris. À 18h, devant la Fnac, 109, rue Saint-Lazare.

Samedi 12 mars, marches pour le climat.

Samedi 19 mars, manifestation nationale à Paris contre le racisme et les violences policières et pénitentiaires. À 14h, Chatelet.

À SUIVRE SUR lanticapitaliste.org
nouveau.lanticapitaliste.org

NO COMMENT

Notre devoir est d'aider à l'accueil de ceux qui fuient la guerre.

GÉRALD DARMANIN, Twitter, 28 février 2022

- Expropriation des multinationales qui vivent grassement de ce vol organisé
- Arrêt du soutien aux dictatures
- Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de leurs richesses

En finir avec le militarisme et le néocolonialisme

Nous refusons la politique française de maintien des colonies et de gestion coloniale des populations en Kanaky, aux Antilles, à la Réunion, en Corse. Nous défendons le droit des peuples à l'auto-détermination et sommes solidaires des luttes pour la défense de la culture et des langues locales.

Il n'est pas question de défendre les «intérêts français», mais bien de pointer les responsabilités, directes ou indirectes, de la France dans les conflits militaires. Il est urgent d'assumer une perspective de désarmement et de démilitarisation :

- Arrêt des exportations d'armes françaises et démantèlement du complexe militaro-industriel. Reconversion vers le domaine de la transition énergétique

- Désarmement unilatéral et général, qui implique la destruction des armes nucléaires françaises
- Arrêt de toutes les interventions militaires françaises et démantèlement des bases permanentes
- Refus de toute «armée européenne», sortie de l'Otan, fin de la Françafrique
- Expropriation des multinationales françaises qui pillent les richesses aux quatre coins du monde

Contre l'Europe des barbelés et des patrons !

Nous défendons la solidarité et la coopération entre les peuples à l'opposé de la politique xénophobe de l'Europe de Schengen. Les seules barrières sont celles qui existent entre

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction : 0148 70 4227
redaction@npa2009.org

Tirage : 6500 exemplaires

Diffusion : 0148 70 4231
diffusion.presse@npa2009.org

Directeur de publication : Julien Salingué

Administration : 0148 70 4228
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Secrétaire de rédaction : Julien Salingué

Maquette : Ambre Bragard

Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Tél. : 0148 70 4222
Fax : 0148 59 2328
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM' VERT®

RUSSIE Les féministes descendent dans la rue contre la guerre de Poutine

Le texte présenté ci-après est extrait d'un manifeste de féministes russes unies contre la guerre et l'occupation en Ukraine¹.

La Russie a déclaré la guerre à son voisin. Elle n'a pas laissé à l'Ukraine le droit à l'autodétermination ni l'espoir de mener une vie en paix. Nous déclarons – et ce n'est pas la première fois – que la guerre est menée depuis huit ans à l'initiative du gouvernement russe. La guerre dans le Donbass est une conséquence de l'annexion illégale de la Crimée. Nous pensons que la Russie et son président ne sont pas et n'ont jamais été préoccupés par le sort des habitantEs de Louhansk et de Donetsk, et que la reconnaissance des républiques huit ans après leur proclamation n'était qu'un prétexte pour envahir l'Ukraine sous couvert de libération.

En tant que citoyennes russes et féministes, nous condamnons cette guerre. Le féminisme, en tant que force politique, ne peut être du côté d'une guerre d'agression et d'une occupation militaire.

«La guerre exacerbe les inégalités de genre»

La guerre est synonyme de violence, de pauvreté, de déplacements forcés, de vies brisées, d'insécurité et d'absence d'avenir. Elle est inconciliable avec les valeurs et les objectifs essentiels du mouvement féministe. La guerre exacerbe les inégalités de genre et fait reculer de nombreuses années les acquis en matière de droits humains. La guerre apporte avec elle non seulement la violence des bombes et des balles, mais aussi la violence sexuelle : comme l'histoire le montre, pendant la guerre, le risque d'être violée est multiplié pour toutes les femmes. Pour ces raisons et bien d'autres, les féministes russes et celles qui partagent les valeurs féministes doivent prendre une position forte contre cette guerre déclenchée par les dirigeants de notre pays.

La guerre actuelle, comme le montrent les discours de Poutine, est également menée sous la bannière des «valeurs traditionnelles» proclamées par les idéologues du gouvernement – des valeurs que la Russie, tel un missionnaire, aurait décidé de promouvoir dans le monde entier, en utilisant la violence contre celles et ceux qui refusent de les accepter ou qui ont d'autres opinions. Toute personne dotée d'esprit critique comprend bien que ces «valeurs traditionnelles» incluent l'inégalité de genre, l'exploitation des femmes et la répression d'État contre celles et ceux dont le mode de vie, l'identité et les agissements ne sont pas conformes aux normes patriarcales étroites. L'occupation d'un État voisin est justifiée par le désir de promouvoir ces normes si faussées et de poursuivre une «libération» démagogique ; c'est une autre raison pour laquelle les féministes de toute la Russie doivent s'opposer à cette guerre de toutes leurs forces.

«Nous sommes nombreuses, et ensemble nous pouvons faire beaucoup»

Aujourd'hui, les féministes sont l'une des rares forces politiques actives en Russie. Pendant longtemps, les autorités russes ne nous ont pas perçues comme un mouvement politique dangereux, et nous avons donc été temporairement moins touchées par la répression d'État que d'autres groupes politiques. Actuellement, plus de 45 organisations féministes différentes opèrent dans tout le pays, de Kaliningrad à Vladivostok, de Rostov-sur-le-Don à Oulan-Oudé et Mourmansk. Nous appelons les féministes et les groupes féministes de Russie à rejoindre la Résistance féministe antiguerre et à unir leurs forces pour s'opposer activement à la guerre et au gouvernement qui l'a déclenchée. Nous appelons également les féministes du monde entier à se joindre à notre résistance. Nous sommes nombreuses, et ensemble nous pouvons faire beaucoup : au cours des dix dernières années, le mouvement féministe a acquis un énorme pouvoir médiatique et culturel. Il est temps de le transformer en pouvoir politique. Nous sommes l'opposition à la guerre, au patriarcat, à l'autoritarisme et au militarisme. Nous sommes l'avenir qui prévaudra.

Résistance féministe anti-guerre (Russie)

1— Version intégrale sur europe-solidaire.org

USA La guerre de la Russie contre l'Ukraine, la politique étatsunienne et la gauche

La décision de Vladimir Poutine de lancer une guerre totale contre l'Ukraine a été un cadeau pour le président étatsunien Joseph Biden, pour la classe dirigeante étatsunienne et pour ses ambitions impériales.

L'invasion de Poutine a permis au président, pour la première fois depuis des années, d'unir Démocrates et Républicains ; aujourd'hui, ils sont rassemblés dans leur opposition à la guerre russe contre l'Ukraine. La guerre a également permis à Biden de prendre l'initiative et de rassembler les alliés européens de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan). Comme il l'a clairement indiqué depuis son entrée en fonction, les États-Unis ont besoin de leurs alliés européens pour atteindre leur objectif principal, qui est de se confronter à la Chine, et, du moins pour le moment, ils marquent des points.

«La politique s'arrête au bord de l'eau»

L'ancien président Donald Trump, chef du Parti républicain qui avait initialement loué le président russe Vladimir Poutine pour son «génie» et sa «sagacité», s'est retrouvé isolé dans son parti. Il a donc été contraint de modifier sa position. Lors de la réunion de la Conservative Political Action Conference en Floride le 26 février, Trump a fait l'éloge du président ukrainien Volodymyr Zelenskiy, le qualifiant de «courageux» pour être resté à Kiev, la capitale. Et il a déclaré : «L'attaque russe contre l'Ukraine est épouvantable. Nous prions pour le peuple fier de l'Ukraine. Que Dieu les bénisse tous». À la gauche du Parti démocrate, le sénateur Bernie Sanders s'est également prononcé en faveur de la position de M. Biden. «L'invasion russe de l'Ukraine à laquelle le monde assiste aujourd'hui est une violation



flagrante du droit international et de la décence humaine élémentaire», a déclaré Sanders. «Elle pourrait bien tuer des milliers de personnes et en déplacer des millions. Elle pourrait plonger l'Europe dans une instabilité économique et politique à long terme.... Les États-Unis et leurs alliés doivent imposer des sanctions sévères à Vladimir Poutine et à ses collègues oligarques.» Sanders a également appelé à la solidarité avec les manifestantEs antiguerre russes et à l'aide humanitaire pour l'Ukraine. Le Congrès semble être uni pour adopter des sanctions contre Poutine et les institutions économiques de la Russie ; certains Démocrates et certains Républicains demandant des sanctions plus nombreuses et plus fortes que celles proposées par Biden. Biden semble rassembler les politiciens autour du vieux slogan de la guerre froide énoncé pour la

première fois par le sénateur Arthur Vandenberg en 1947 : «La politique s'arrête au bord de l'eau», ce qui signifie que s'ils peuvent se disputer sur la politique intérieure, ils sont unis sur les objectifs de politique étrangère.

Une gauche divisée

Si Biden a tiré le meilleur parti de l'invasion de l'Ukraine par Poutine, de nouveaux éléments sont apparus dans le paysage international. Le 4 février, à la suite d'une rencontre entre Poutine et le dirigeant chinois, Xi Jinping a publié une déclaration annonçant des accords commerciaux et énergétiques, affirmant qu'il n'y avait «aucune limite» à l'amitié entre leurs nations. La Chine a soutenu Poutine jusqu'à ce que les troupes russes franchissent la frontière ukrainienne. Cependant, depuis que la Russie a envahi l'Ukraine, la Chine s'est

montrée plus prudente, hésitant à approuver pleinement la guerre de Poutine. Lors d'un appel téléphonique avec Sergei Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a été évasif et ambigu, déclarant : «La Chine respecte la souveraineté et l'intégrité territoriale de chaque pays. Dans le même temps, nous constatons que le problème ukrainien a un caractère historique complexe et particulier et nous comprenons la préoccupation raisonnable de la Russie sur les questions de sécurité.» Wang a rejeté une «mentalité de guerre froide» et a appelé au «dialogue et à la négociation.»

Les relations commerciales et financières avec la Chine seront importantes pour Poutine dans le nouveau contexte de sanctions contre la Russie, mais il se peut qu'il n'ait pas une alliance aussi ferme qu'il le souhaite, ce qui est un soulagement pour Biden.

La gauche étatsunienne est profondément divisée sur la guerre russe contre l'Ukraine. De nombreux membres de la gauche ne veulent que condamner les États-Unis et l'Otan, mais refusent de dire un mot contre Poutine, certains exprimant même de la sympathie pour lui. Les Socialistes démocratiques d'Amérique (DSA), en revanche, ont condamné la guerre russe contre l'Ukraine tout en s'opposant aux États-Unis et à l'Otan. C'est sur une telle base qu'un nouveau mouvement antiguerre devrait être construit en solidarité avec le peuple ukrainien et les militantEs antiguerre russes.

Dan La Botz

RUSSIE/UKRAINE Les Russes ordinaires ne veulent pas de cette guerre

Depuis le début de l'agression militaire russe contre l'Ukraine, des voix discordantes se font entendre, y compris en Russie. Nous publions un texte de deux camarades russes.



Pas de soutien clair à la guerre

Un signe rassurant est qu'aucun soutien clair à la guerre n'est perçu dans la société russe. Selon le Centre Levada, le dernier institut de sondage indépendant (qualifié lui aussi «d'agent étranger» par le gouvernement russe), 40% des Russes ne soutiennent pas la reconnaissance officielle des «républiques populaires» de Donetsk et de Louhansk par les autorités russes, tandis que 45% des Russes y sont favorables. Si certains signes de «ralliement au drapeau» sont inévitables, il est remarquable qu'en dépit d'un contrôle total des principales sources médiatiques et d'un déferlement spectaculaire de démagogie propagandiste à la télévision, le Kremlin

soit incapable de susciter l'enthousiasme pour la guerre.

Aucun mouvement tel que la mobilisation patriotique qui a suivi l'annexion de la Crimée en 2014 ne se produit aujourd'hui. En ce sens, l'invasion de l'Ukraine réfute la théorie populaire selon laquelle l'agression extérieure du Kremlin vise toujours à renforcer sa légitimité à l'intérieur de la Russie. Au contraire, cette guerre va déstabiliser le régime et même menacer sa survie dans une certaine mesure, car le «problème de 2024» – la nécessité de présenter un spectacle démocratique crédible conduisant à la réélection de Poutine lors de la prochaine élection présidentielle – est toujours d'actualité.

La gauche du monde entier doit s'unir autour d'un message simple : non à l'invasion russe de l'Ukraine. Rien ne justifie les actions de la Russie ; elles entraîneront la souffrance et la mort. En ces jours de tragédie, nous appelons à la solidarité internationale avec l'Ukraine.

Ilya Matveev et Ilya Budraitis

Article initialement publié sur jacobinmag.com et traduit de l'anglais par Nathan Legrand

Un des éléments déclencheurs du retour de la Russie sur le continent africain en 2014, après plus de trente ans d'absence consécutifs à l'écroulement de l'Union soviétique, est l'adoption des sanctions par les USA, l'Union européenne, le Canada et le Japon suite à l'intervention armée de la Russie en Crimée. Ces sanctions visaient les institutions financières, les industries navales, pétrolières et d'armement. Les Russes se sont donc tournés vers le continent africain comme un moyen pour eux d'atténuer les effets de ces mesures. La présence de la Russie en Afrique s'articule autour de trois lignes de force. D'abord les ventes d'armes, un tiers du matériel militaire en Afrique est fourni par la Russie. Ces exportations s'accompagnent le plus souvent de traités militaires. Ainsi vingt nouveaux accords ont été signés et près de la moitié des pays africains sont liés par un accord de ce type. Ensuite les investissements énergétiques qui concernent une dizaine de pays. Enfin les exportations de céréales, la Russie et l'Ukraine fournissent à l'Afrique les deux tiers de sa consommation. Les principaux pays acheteurs sont l'Égypte, le Soudan, le Kenya, la Tanzanie. C'est donc un commerce qui représente un avantage stratégique.

Des atouts peu recommandables

Même si comparé aux autres acteurs économiques en Afrique, la Russie a une place très relative, sa montée en puissance s'accompagne d'un narratif capable de séduire à la fois les dirigeants africains et les peuples. Côté dirigeants, Vladimir Poutine a démontré en Syrie qu'il pouvait être un partenaire fiable. C'est-à-dire sans céder aux pressions des Occidentaux et sans être regardant sur les violations des droits humains. C'est donc un

RUSSIE-AFRIQUE

Des retrouvailles sur le dos des peuples

La nouvelle situation internationale créée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie va avoir des conséquences sur le continent africain. Il faut s'attendre à une exacerbation des confrontations entre Russes et Occidentaux sur le terrain économique et politique, particulièrement aiguës là où existe une présence militaire des deux camps comme dans la région du Sahel ou en République centrafricaine.



WIKIMEDIA COMMONS

profil particulièrement intéressant pour les dictateurs africains. Côté peuple, la rhétorique avancée contre les puissances néocoloniales, l'impérialisme et la défense des souverainetés africaines font mouche, notamment parmi la population jeune excédée par l'arrogance des pays riches. D'autant que ce type de discours est accompagné par les médias comme RT ou Sputnik, certains médias locaux et par une présence massive sur les réseaux sociaux. Le dernier exemple en date est l'arrestation de quatre militaires français de la Légion étrangère accusés à tort de vouloir attenter

à la vie du président centrafricain Archange Touadéra, alors qu'ils faisaient partie de la garde rapprochée du chef de la mission onusienne la Minusca. Les réseaux sociaux mais aussi la Radio Lengo Songo, financée par Lobaye Invest, société minière liée à la compagnie russe de mercenaires Wagner, titrait concernant cette affaire sur son site : « Des mercenaires français accusés d'une tentative d'assassinat du président Touadéra ? Ce n'est pas étonnant ! » En ce domaine le Kremlin n'est pas le seul à s'essayer dans la manipulation des réseaux sociaux. Facebook avait supprimé des

dizaines de faux comptes gérés par l'armée française en Centrafrique, censés riposter aux agissements des Russes.

L'Afrique comme terrain de jeu

La nouvelle situation après l'invasion de l'Ukraine par les troupes russes peut être vue par les dirigeants africains comme une aubaine. Les sanctions massives vont certainement pousser la Russie à augmenter ses investissements sur le continent, on pense notamment aux exportations de pétrole et de gaz. Si l'Union africaine a condamné l'opération militaire de Poutine et a appelé Moscou à « respecter le droit international, l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale de l'Ukraine », les pays africains risquent d'être fortement courtisés dans la bataille diplomatique qui s'ouvre. Les dirigeants vont pouvoir jouer de l'opposition entre Russes et Occidentaux. Encore que la prudence soit de mise, car les pays africains qui vont soutenir ouvertement la Russie risquent eux aussi d'être mis rapidement au banc des nations occidentales. Dans tous les cas, il n'est pas dans l'intérêt des peuples d'Afrique de voir leur pays, leur continent comme un terrain de jeu des puissances impérialistes. Les Africains n'ont rien à attendre d'un Poutine, d'un Biden ou d'un Macron.

Paul Martial

#POUTOU2022 À propos de la campagne présidentielle et des colonies françaises

Extrait d'une déclaration commune du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) et du Groupe Révolution socialiste (GRS-Martinique).

Il est fréquent qu'à l'occasion des élections présidentielles en France les candidatEs présentent leur « position sur l'outre-mer ». La présente déclaration ne se situe pas dans cette tradition. Il s'agit pour nous de tout autre chose : à travers ces élections nous voulons faire un pas dans l'alliance nécessaire des progressistes et des révolutionnaires de France et de Martinique, faire avancer la connaissance la plus large possible, de nos problématiques et de nos luttes, indiquer en quoi la candidature de Philippe Poutou peut être utile pour donner un nouvel élan aux luttes des deux côtés de l'océan. L'objectif est d'installer à une échelle beaucoup plus large qu'aujourd'hui la solidarité réelle des forces prolétariennes et populaires de nos pays dans une perspective décoloniale et anticapitaliste.

Le droit à l'autodétermination

Il est évident que le point de départ de toute collaboration entre nous est la reconnaissance d'un droit démocratique élémentaire : le droit à l'autodétermination. Sans la reconnaissance de ce droit à tous les peuples soumis à la domination coloniale française, il n'y a ni entente ni démocratie possibles. Sans vouloir se prononcer à la place d'aucun des peuples concernés, nous affirmons que tous ont le droit de choisir le statut qui leur convient et de choisir la complète séparation d'avec la France si c'est le vœu des populations.

L'objectif stratégique du GRS est, depuis sa création, la prise du pouvoir par les travailleurEs, c'est-à-dire l'indépendance nationale et la révolution socialiste. Le NPA est solidaire de cette orientation. Bien entendu, les modalités et les rythmes de ce combat dépendent de l'état d'esprit des masses, de l'évolution du rapport des forces, des choix qui en découlent. Dans ce cadre, l'exigence présentée il y a un demi-siècle par l'ensemble de la gauche des colonies, dans la « Convention du Morne-rouge », de la mise en place démocratique d'une assemblée constituante pour

chacun de ces peuples, est le minimum que le GRS reprend à son compte et que le NPA soutient sans réserve.

Il appartient à chaque peuple de conduire sa propre lutte, et aux progressistes et révolutionnaires de la métropole colonisatrice de les aider dans ce combat. L'élection présidentielle de 2022 sera l'occasion de le rappeler devant des millions de gens.

Soutien aux revendications spécifiques

Le NPA et son candidat Philippe Poutou expriment leur profonde conviction que l'union entre les forces de progrès des deux côtés de l'océan suppose la prise en compte des spécificités du combat dans les colonies et une position claire par rapport à des problématiques bien précises.

La reconnaissance du peuple martiniquais et des autres peuples colonisés par la France comme des entités nationales singulières doit être explicite. C'est cette qualité de peuple qui entraîne le droit d'être partie prenante de toute négociation le concernant. Toute politique qui ne partait pas de ce postulat serait une politique coloniale

transformant en sujets subalternes les populations des colonies.

L'émancipation humaine ne progressera pas si des peuples sont empêchés, niés dans leur droit élémentaire à la vie et à l'épanouissement suivant leur génie propre.

Une caricature anecdotique de la discrimination et du mépris inhérents à cette situation coloniale est le refus de la reconnaissance pleine et entière du fait syndical propre aux territoires concernés, refus qui se perpétue avec bien des complicités coupables.

Au moment où une extrême droite et une droite extrême gangrénées par la xénophobie et le racisme tiennent le haut du pavé en France et dans d'autres pays, le NPA a à cœur d'expliquer les enjeux des dernières colonies à la population de France trop souvent maintenue dans l'ignorance et l'indifférence afin de faciliter une coopération franche, respectueuse des histoires, des identités, et du droit à l'initiative historique.

Ensemble nous briserons le silence assourdissant de bien d'autres sur des réalités qui doivent avoir toute leur place dans la campagne électorale et surtout au-delà.

France, Martinique le 23 février 2022

ÉTATS-UNIS Plus de 100 établissements Starbucks en voie de syndicalisation

Lundi 21 février, Starbucks Workers United a annoncé qu'il avait officiellement dépassé les 100 sites ayant déposé une demande de représentation syndicale, marquant ainsi une étape importante malgré le fait que l'entreprise intensifie ses efforts de lutte contre les syndicats.

De nouvelles demandes dans trois cafés de Virginie et un du Wisconsin ont fait passer le nombre d'établissements à plus de 100, dans 26 États. Deux cafés ont réussi à se syndiquer jusqu'à présent, et des milliers de travailleurs sont en pleine campagne d'organisation syndicale. Selon le syndicat, le nombre de cafés ayant déposé une demande de syndicalisation a doublé au cours des trois dernières semaines ; à la fin du mois de janvier, environ 50 cafés avaient déposé une demande de syndicalisation.

Hostilité de Starbucks

L'entreprise s'est montrée de plus en plus hostile à l'égard du mouvement syndical, multipliant les gestes plus qu'excédents à mesure que le mouvement syndical prend de l'ampleur. Au début du mois, l'entreprise a licencié sept travailleurs dans un café syndiqué de Memphis, dans le Tennessee. Les travailleurs et travailleuses licenciés faisaient tous partie du comité d'organisation du café. Récemment, l'entreprise a licencié une organisatrice syndicale de premier plan à Buffalo, New York, où la campagne de syndicalisation a débuté. Cassie Fleischer, ancienne employée de Starbucks, était membre du comité du syndicat qui négocie actuellement avec l'entreprise les premiers contrats des cafés syndiqués de Buffalo. Il est illégal pour une entreprise d'exercer des représailles contre des salariés qui exercent leur droit de former un syndicat. Cependant, les pratiques déloyales des employeurs peuvent prendre des années à être traitées par le National Labor Relations Board (NLRB). En outre, s'il est établi que l'entreprise a violé la loi en licenciant un employé syndiqué sans raison valable, il n'y a pratiquement aucune sanction pour cette dernière, qui serait seulement tenue de réembaucher l'employé et de payer les salaires pour le temps perdu – ou de s'acquitter du montant correspondant au « coût » normal de fonctionnement de l'entreprise si elle n'avait pas licencié l'employé.

Manœuvres antisyndicales

Il y a deux semaines, Starbucks a également tenté de retarder le décompte des voix pour un café en voie de syndicalisation à Mesa, en Arizona, répétant son argument selon lequel les élections syndicales ne devraient pas être organisées café par café. Le NLRB s'est prononcé contre Starbucks, cette fois parce que l'entreprise a présenté trop tard ses prétentions dans le seul but de retarder le décompte des voix. Il s'agit en la matière d'une victoire étroite pour le syndicat, qui est convaincu que le café se syndiquera dans l'avenir. L'entreprise a déjà essayé d'argumenter contre les élections établissement par établissement dans ses tentatives de retarder ou d'arrêter les élections à Mesa et Buffalo, mais le NLRB s'est prononcé contre à chaque fois.

Ces tactiques s'ajoutent aux autres manœuvres antisyndicales menées par l'entreprise contre la syndicalisation. À Mesa, les salariés ont déclaré que Starbucks avait ajouté cinq directeurs et de nombreux employés dans le café lorsque leur campagne syndicale a commencé. Et les salariés de tout le pays ont rapporté que la firme organisait des réunions obligatoires et d'intimidation avec les salariés de chaque café qui se syndique afin de susciter la crainte et de les dissuader de se syndiquer.

Starbucks tente également d'influencer les négociations contractuelles à Buffalo dans les cafés où les salariés se syndiquent. La firme a donc dit aux employés qui se syndiquent d'attendre les résultats des négociations avant de voter pour un syndicat – tout en sachant probablement très bien qu'elle ferait traîner les négociations pendant des années si nécessaire.

Sharon Zhang

Publié sur le site Truthout, traduction rédaction À l'Encontre

La nomination de Darmanin au ministère de l'Intérieur alors qu'il était accusé de viol est la décision la plus symbolique du mépris de ce gouvernement pour les revendications du mouvement féministe. Mais derrière ce « détail » se cache une politique qui ne joue que sur la com' et n'a apporté aucune réelle amélioration en termes d'égalité femmes/hommes. L'index égalité mis en place dans les entreprises masque la réalité des discriminations et aucune sanction n'est mise en œuvre contre les patrons. La crise du Covid-19 a mis sur le devant de la scène les premières de corvée mais, une fois l'émotion passée, il n'y a eu aucune mesure pour revaloriser ces métiers, augmenter les salaires, aucune amélioration des conditions de travail. Concernant les violences sexistes et sexuelles, les moyens pour les associations d'aide aux victimes sont toujours très insuffisants. La PMA n'est toujours pas accessible à touTEs, sans distinction. Il est clair que nous ne pouvons rien attendre du côté du gouvernement. En parallèle de la politique réactionnaire du gouvernement, l'extrême droite se développe et elle n'est pas en reste pour s'attaquer aux migrantEs ou aux droits des femmes et des minorités de genre. Sur ce front-là aussi, nous devons nous battre pour les faire reculer.

La domination et la surexploitation des femmes dans le cadre du travail salarié comme dans le cadre domestique est un enjeu trop important pour le fonctionnement du système capitaliste et patriarcal. Pour remplacer tout ce travail reproductif absolument indispensable, il faudrait développer des services publics et les financer en prenant forcément dans les richesses produites. Et ça le patronat n'en veut pas.

Pour que cela change nous ne pouvons compter que sur nos propres forces en construisant un mouvement large et massif des premières concernées. Mais pour gagner sur nos revendications, les manifestations ne suffiront pas. Il nous faut nous doter d'un outil qui frappe le capitalisme et le patriarcat là où ça fait mal. Cet outil c'est la grève !

Dossier réalisé par la Commission nationale d'intervention féministe



CONSTRUIRE LA GRÈVE FÉMINISTE INTERNATIONALE: IL Y A URGENCE!

En France comme en Pologne, au Chili, en Italie, en Espagne, en Argentine, au Nigeria, au Kenya, au Mali... Nous serons toutes et tous dans la rue le 8 mars pour dénoncer et mettre fin à cette société patriarcale, raciste, capitaliste et impérialiste.

Si les dernières grandes mobilisations féministes ont concerné notamment les violences contre les femmes, c'est que ces dernières se déroulent à grande échelle.

Si les violences sont mondiales...

Ainsi, dans le monde, 650 millions de femmes ont été mariées alors qu'elles étaient enfants, 15 millions sont mariées de force chaque année avant l'âge de 18 ans, 200 millions de femmes et de filles ont subi une mutilation génitale, 15 millions d'adolescentes dans le monde (âgées de 15 à 19 ans) ont subi des viols et agressions sexuelles. Les femmes sont aussi en première ligne lors des conflits et des guerres. En Afghanistan, les femmes sont violemment écrasées par les talibans. En Chine, les femmes sont les premières victimes des politiques génocidaires contre les OuïghourEs. Au Kurdistan, après avoir lutté contre le régime de l'État islamique, les femmes sont maintenant une cible pour le pouvoir totalitaire turc (emprisonnements, viols systématiques, tortures, assassinats). En République démocratique du Congo, elles sont victimes de viols de guerre et de mutilations génitales graves. Si le 8 mars est la journée internationale de lutte pour les droits des



femmes, il est essentiel de rappeler que notre premier droit est le droit à notre intégrité physique et morale. Les violences sexuelles et sexistes nous concernent toutes et à tout âge, dans tous les pays. Ces violences s'accompagnent de l'exploitation du travail des femmes, le plus souvent invisible et gratuit, et du contrôle de nos corps à travers l'accès à l'IVG et à la contraception. Mais les mobilisations sont possibles et, malgré les attaques des gouvernements réactionnaires, les femmes ont marché, se sont battues et ont arraché des droits et des victoires. Nous l'avons vu en Pologne, aux États-Unis, en Argentine, en Irlande et plus récemment en Colombie où elles viennent de gagner le droit à l'avortement.

... nos mobilisations sont internationales!

Il y a maintenant urgence à construire et participer à une mobilisation internationale d'ampleur. Nous l'avons vu, les mouvements féministes sont capables de réunir des millions de femmes dans les rues. Cette mobilisation passera par la construction d'une grève féministe du travail productif et reproductif. Cela signifie concrètement appeler à la grève sur nos lieux de travail. Les femmes occupent majoritairement les

emplois du soin aux enfants et aux personnes âgées, en situation de handicap, de l'éducation, de la santé. Elles sont plus souvent dans des situations de précarité et sous-payées. La grève est donc un moyen pour rendre visible ces emplois dévalorisés. Pour y parvenir, cette intervention devra se faire auprès de nos collègues mais aussi avec les organisations syndicales et leurs groupes féministes. Cela signifie aussi la construction de comités de grève locaux, dans les quartiers et dans les villes en discussion avec les associations féministes. Ce travail nous permettra de poser la question concrète de la grève du travail reproductif.

La construction d'un mouvement international passera aussi par des liens de solidarité concrets entre femmes en lutte de différents pays et des initiatives communes autour de mots d'ordre contre les violences, pour la défense de nos droits reproductifs, la défense du droit à disposer de nos corps comme nous le voulons, la liberté de circulation et la défense de nos conditions de travail et de nos salaires. Pour avancer dans ce sens, nous devons nous unir et nous battre ensemble, toutes les femmes, en discutant et partageant nos expériences. Face aux attaques réactionnaires et à la montée des extrêmes droites, face aux gouvernements libéraux et au capitalisme, nous marcherons pour faire entendre nos voix !

EXTRÊME DROITE: SOUS DIFFÉRENTS VISAGES, TOUJOURS LE MÊME ENNEMI POUR LES FEMMES!

Longtemps, les partis d'extrême droite, à commencer par le Front national, ont attiré essentiellement des hommes, dans leurs rangs et leur électorat. Mais depuis que Marine Le Pen a succédé à son père, elle a réussi à proposer un visage plus «rassurant», faisant croire à une rupture avec les outrances racistes, sexistes et homophobes de son parti.

Depuis 2012, on estime que l'électorat frontiste est composé pour moitié de femmes. Pourtant la politique du RN reste évidemment en opposition totale avec les droits des femmes : par exemple, malgré un prétendu changement sur la question de l'IVG (Marine Le Pen déclarant ne plus s'opposer à son remboursement), tous les eurodéputés du Rassemblement national ont systématiquement voté contre les textes concernant les droits à la contraception et à l'avortement en Europe.

«Il y a un lien entre le pouvoir et la virilité»

Cet enfumage du RN s'est encore accentué avec la candidature d'Eric Zemmour, concurrence

dont Marine Le Pen doit se démarquer : elle voudrait se faire passer pour la «modérée» des extrémistes, en reléguant Zemmour dans une extrême droite infréquentable, dont elle a cherché à s'extraire médiatiquement. Facile face à Zemmour, qui s'affiche clairement antiféministe, avec des déclarations comme : «Je pense qu'il y a un lien entre le pouvoir et la virilité. Les femmes n'incarnent pas le pouvoir.» Accusé d'agressions sexuelles par plusieurs femmes, il a évidemment critiqué le mouvement #metoo en le comparant à la délation sous l'occupation nazie. Et ce discours trouve des auditeurs, rassurant les mâles bousculés par les (si lents) changements de société, et notamment la place prise par le combat contre les violences

sexistes et sexuelles. Zemmour est une parfaite illustration du «backlash», ce retour de bâton qui accompagne toutes les avancées sociales et qui s'appuie sur les frustrations des dominants à perdre quelques-uns de leurs priviléges. La timide évolution des rôles paternels et maternels lui semble un danger pour notre civilisation, et Zemmour annonce : «Nous créons des générations d'impuissants, d'homosexuels et de divorcés». Évidemment, l'homophobie s'articule avec la haine sexiste. Quant à la dénonciation du divorce, elle montre un recul réactionnaire qui peut sembler inédit, mais qui parlera aux groupes masculinistes et aux cathos intégristes révélés avec La Manif pour Tous, et qui ont pu

être déçus par la «tiédeur» affichée de Le Pen sur ces questions sociales.

Toutefois, Zemmour a pris conscience qu'il ne pouvait se passer de la moitié de l'électorat que sont les femmes (eh oui, elles ont le droit de vote !) et a créé un groupe «Les femmes avec Zemmour» pour tenter de policer son image de misogynie.

Féminationalisme

On retrouve dans cette démarche exactement la même tentative que celle de Marine Le Pen, dans un courant plus large que l'on appelle «féminalisation». Il s'agit d'instrumentaliser les droits des femmes, au profit des traditionnelles obsessions de l'extrême droite : le racisme et l'islamophobie. Peu importe que



droite ne pointera que les agressions commises par un agresseur racisé. Elle ne mettra jamais en cause les processus de domination, inhérents à notre société capitaliste, en défendant au contraire les rôles «masculins» et «féminins» qui contribuent à pérenniser les inégalités. De leur point de vue, pour faire face à leur délire de «grand remplacement», il faudrait que les femmes (blanches) fassent des enfants, et leurs discours sur les droits reproductifs sont très ambigus. Leur «féminisme» n'est donc qu'une imposture, et c'est fort heureusement que les tentatives d'infiltration comme récemment avec le collectif «Nemesis» ont été déjouées par les féministes qui les ont virées des manifestations. Restons vigilantes !

LE TRAVAIL GRATUIT DES FEMMES: UN ENJEU DE SOCIÉTÉ!

Le travail gratuit des femmes est lié aux différences salariales entre les femmes et les hommes. L'écart se creuse depuis 2018. En 2021, le 3 novembre à 9h22, les femmes en France ont commencé à travailler gratuitement. Toutefois, il existe un autre travail gratuit, bien plus important mais souvent invisible.

Il s'agit de ces nombreuses tâches réalisées par les femmes et qui, non seulement ne sont jamais rémunérées mais qui ne sont pas reconnues, qui sont dévalorisées, alors qu'elles sont pourtant essentielles à la société. Il s'agit essentiellement de soins à la personne. S'occuper de sa famille : les tâches ménagères, cela vient immédiatement à l'esprit. Mais ce n'en est qu'une partie. En effet, il ne faut pas oublier de comptabiliser le temps passé autour de l'école : accompagner les enfants, rencontrer les enseignantEs, aider aux devoirs, autour des loisirs, organiser, accompagner, prendre soin de ses parents âgés, en situation de handicap. On oublie le temps passé en gestion et en démarches et parfois en luttes pour obtenir les aides auxquelles la famille peut prétendre.

On considère que ces tâches doivent être effectuées gratuitement au sein d'une famille. Elles sont indispensables à la société mais ignorées des indicateurs économiques, accomplies sans salaire, sans contrat de travail et donc sans protection sociale.

Quelle est la valeur de ce travail gratuit des femmes?

En 2019, dans le monde, la valeur du travail non rémunéré effectué par les femmes est estimée à 10 900 milliards de dollars. Ce chiffre exorbitant provient d'une étude d'Oxfam visant à évaluer la valeur monétaire de cette main-d'œuvre invisibilisée. Voilà ce que les femmes auraient gagné si elles avaient été payées au salaire minimum pour toutes



les heures qu'elles consacrent aux tâches domestiques et à prendre soin de leurs proches. Ce travail, indispensable au fonctionnement de la société, reste pourtant largement ignoré par les économistes : il n'apparaît pas dans le PIB national, ni dans les mesures de croissance économique. En France, en 2020, le travail gratuit représente 42 milliards d'heures contre 38 milliards d'heures de travail rémunéré ! Comment peut-on penser que ce travail n'est pas absolument essentiel ?

Au-delà de la valeur directement économique de ce travail gratuit, les femmes en paient aussi un tribut social, culturel et de santé. En effet, pendant qu'elles œuvrent à ces tâches, elles n'accèdent pas à un travail salarié : ce sont 42% des femmes qui disent qu'elles ne peuvent avoir un emploi rémunéré en raison de la charge trop importante du travail gratuit réalisé dans le cadre familial. Elles se forment moins donc, quand elles accèdent à un emploi salarié, c'est avec un salaire moindre, un temps partiel généralement imposé. Elles ont moins de loisirs : 3 h 30 par jour pour les hommes, 2 h 45 pour les femmes. Elles accèdent donc moins à la culture, au repos tout simplement. Enfin, elles prennent moins bien soin de leur propre santé ; elles ont moins de

temps pour le sport par exemple. Tout cela a un coût social qu'il est capital et urgent de chiffrer.

Quelles luttes contre ce travail gratuit des femmes?

Il est urgent d'agir et il faut le faire sur tous les fronts, en même temps. Il faut éduquer pour périmé le modèle de la famille nucléaire où la femme s'occupe de tout et de tous. Il faut développer les services publics car l'État se délest de ses charges sur les femmes : moins de 15% des enfants sont accueillis en crèche par exemple. Il faut réduire les écarts salariaux entre femmes et hommes : si nous laissons faire les choses, il faudrait attendre 2234 pour l'atteindre. Il est temps de prendre des mesures fortes !

Plus de la moitié de la population migrante

Le durcissement des politiques migratoires et les fermetures des frontières les pénalisent particulièrement. Elles sont d'autant plus vulnérables à toute sorte de violences et d'abus qu'elles sont surexploitées et que leurs droits les plus élémentaires sont bafoués lors de leur migration où rien n'est fait pour les accueillir. En effet, les politiques, et c'est particulièrement vrai pour la France, instrumentalisent à l'envers le discours féministe prétendant «sauver les femmes» alors qu'au contraire le droit d'asile se réduit, l'hébergement manque et engrasse les marchands de sommeil, l'accès à l'emploi est trusté par des entreprises de sous-traitance qui sous-paient et précarisent.

Plusieurs études de chercheuses féministes (citées dans les *Damnées de la mer, femmes et frontières en Méditerranée de*

FEMMES MIGRANTES, VOUS ÊTES CHEZ VOUS!

«Mon pays à moi, femme, c'est le monde entier» : cette citation de Virginia Woolf, femme de lettres féministe du 19^e siècle, était reprise dans l'appel à manifester «Toutes aux Frontières» le 5 juin 2021 contre les politiques européennes de fermeture des frontières et de criminalisation des migrantEs.



Camille Schmoll) démontrent que les femmes ont arpenté les chemins de la migration dès la fin du 19^e siècle. Selon elles, il est plus facile de construire la représentation de l'étranger dangereux et envahisseur à travers une image masculine. «Mais cette invisibilisation des femmes n'est pas uniquement le fait des détracteurs de la migration. Elle a des racines profondes qui ont trait à la difficulté à se représenter les femmes migrantes en tant que sujets politiques.» Nous devons exiger une création massive de lieux d'hébergement permettant un accueil dans la dignité, une prise en charge des questions de santé et un accompagnement vers l'emploi

qualifié, la fermeture des Centres de rétention administrative et la suppression de l'enfermement dans les zones d'attentes, à l'arrivée dans les aéroports. Mais aussi des démarches simplifiées pour la régularisation et une réelle prise en compte des faits de violences spécifiques pour l'accès au statut de réfugié pour les femmes et les personnes LGBTI, la reconnaissance du viol comme une arme de guerre, l'application effective, immédiate et sans condition de la protection internationale pour les victimes de la traite des êtres humains, et une individuation des droits – non dépendants du mari ou du père – pour l'obtention des titres de séjour pour les femmes.

CÔTES-D'ARMOR

Atteinte à la liberté d'expression à Plérin

À Plérin (22), le dimanche 27 février, sur le marché, la force a voulu primer sur le droit.

L'employé municipal chargé de la surveillance du marché de Plérin a menacé à deux reprises une militante, qui ne gênait pas le commerce et qui diffusait un tract pour le candidat à l'élection présidentielle Philippe Poutou. Il a menacé d'en appeler à la police nationale pour l'obliger à quitter la place où elle se tenait sans importuner personne.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Deux poids, deux mesures

Nous rappelons qu'aucun texte réglementaire n'interdit la propagande politique sur la voie publique. Nous rappelons que les membres du conseil municipal de Plérin ne se privent pas d'occuper cette même place lors des élections locales.

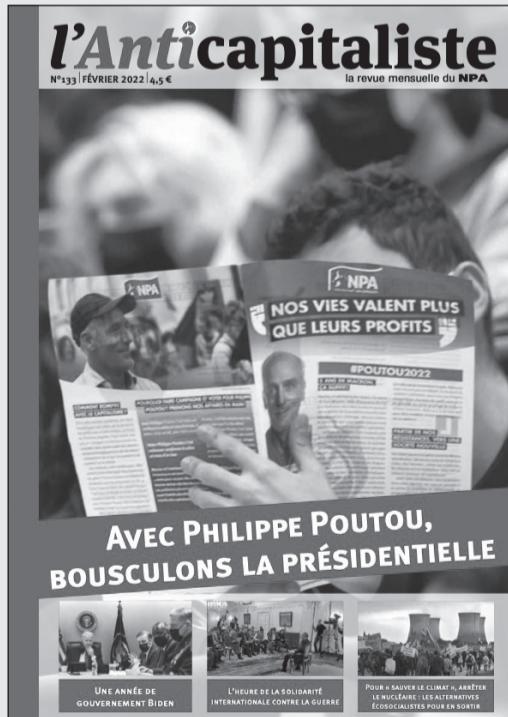
À Plérin, doit-on penser que quelqu'un cherche à museler la voix d'une démocrate qui a décidé de faire campagne sur les propositions anticapitalistes de Philippe Poutou ? Alors même que le maire de Plérin, président de l'agglomération, ne réagit pas quand sa collectivité loue une salle à un porte-parole d'Éric Zemmour ?

Le NPA, ses militantEs, ses sympathisantEs ne se laisseront pas intimider.

Thierry Perennes

l'Anticapitaliste la revue

Le n°133 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner,
remplissez le formulaire page 12.

BIOMÉRIEUX La grève continue : la direction ne lâche rien, les grévistes non plus !

Les salariéEs de production de l'entreprise pharmaceutique BioMérieux de Craponne et de Marcy-l'Étoile en région lyonnaise sont en grève depuis le 9 février. Ils revendentiquent 300 euros d'augmentation de salaire, de quoi répondre à l'augmentation du coût de la vie et permettre à tous de boucler les fins de mois.

Marre de courir après les heures supplémentaires qui pèsent sur la fatigue, la vie sociale et familiale pour gonfler un peu la paie ! Marre aussi des doubles emplois que cumulent certains : faire des ménages après s'être levé à 4 heures du matin et avoir fait 8 heures d'usine, ça suffit ! Si la grève tient, c'est que les grévistes sont déterminéEs à changer réellement leurs conditions d'existence pour les mois à venir.

Côté direction : mépris et fausse manip'

D'autant plus que ça ne fait aucun doute : avec les centaines de millions d'euros de bénéfices engrangés ces dernières années, l'entreprise aurait largement les moyens d'augmenter les salaires. Mais depuis le début du mouvement la direction n'a distribué... que son mépris.

Mépris pour les bas salaires d'abord. Des responsables de l'entreprise n'ont pas hésité à dire aux salariéEs que s'ils avaient des problèmes pour boucler les fins de mois, c'est « *qu'ils ne savent pas gérer leur budget* ». Mépris pour la vérité ensuite. La propagande de la direction ne manque pas une occasion, dans la presse et auprès des salariéEs qui travaillent toujours, de minimiser le nombre de grévistes et l'impact de la grève sur la production tout en soutenant que BioMérieux a une « *politique salariale avantageuse* ». Pour rappel, les dernières Négociations annuelles obligatoires avaient accouché d'une augmentation générale de 40 euros brut, soit 30 euros net... Pas tellement « avantageux »...

Depuis le début du conflit, la direction fait la sourde oreille. Lors des rencontres avec des grévistes, elle n'a proposé que l'avancement des négociations sur la prime transport et une hypothétique « revoyure », en



juin, pour examiner au cas par cas les salariéEs qui seraient en difficulté. Mais c'est maintenant que les grévistes exigent que la boîte examine les difficultés salariales... de toutes et tous ! Si la grève dure chez les grévistes, certains signes montrent bien que ce bras de fer ne laisse pas non plus la direction indemne. Comme ce mail de la DRH France adressé à son équipe et envoyé par erreur à certains délégués syndicaux grévistes : « *ils veulent nous faire craquer... mais on va résister. Je vais aller faire mon cours de yoga avant de répondre.* »

Côté grévistes : détermination sans faille et actions coup de poing

Les grévistes ne relâchent pas la pression. Ils et elles ont multiplié les actions pour se faire voir et entendre et rétablir la vérité sur l'image de marque de BioMérieux, qui se présente comme une entreprise philanthrope, régulièrement décorée par des prix de « bien-être au travail ». Ainsi, le piquet de grève,



toujours aussi ambiancé, s'est déplacé de Craponne à Marcy. Puis les grévistes sont allés s'adresser directement aux dirigeants de l'entreprise en s'installant à l'entrée du « Campus », un bunker de verre où siège la direction. Ils ont offert aux dirigeants qui s'y réfugiaient un spectacle de son et lumière visible de loin et digne d'un 14 Juillet ! Vendredi 25, les grévistes se sont invités à la Fondation Mérieux,

siège de la philanthropie de la famille dirigeante aux cris de « *La philanthropie, c'est beau ! Nous on veut juste remplir notre frigo !* », « *Les bénéfices sont en croissance, nous on veut un plein d'essence !* » ou encore « *Faites pas les Zorros, on veut 300 euros !* »

L'école de la grève

Ce conflit qui dure est une véritable école de la lutte pour les grévistes. De plus en plus de personnes osent prendre la parole dans les assemblées générales qui débattent des problèmes et décident des actions à mener. Sont ainsi régulièrement discutées l'embauche des intérimaires grévistes, l'utilisation de la caisse de grève, l'attitude à avoir face à la direction, la composition des délégations, et bien sûr les futures actions. Tout est discuté, débattu, voté. Cette capacité à décider collectivement, c'est ce qui fait la force des grévistes et leur permettra de durer encore... jusqu'à satisfaction des revendications !

Correspondants locaux

NORMANDIE Marche contre le projet autoroutier du faux contournement de Rouen

Samedi 26 février, près de 1000 personnes ont marché contre le projet autoroutier du faux contournement de Rouen, projet validé par Castex en décembre dernier.

Organisée par l'association « Non à l'autoroute », membre d'un collectif d'associations, de syndicats, partis, citoyenEs de l'Eure et de Seine-Maritime, la marche a réuni de nombreux et nombreuses habitantEs et élueEs des villages dont les municipalités apportent une aide régulière, ainsi que des opposantEs à l'autoroute A154 d'Eure-et-Loir. PartiEs de quatre endroits différents, les marcheurEs se sont retrouvés sur un point stratégique du tracé autoroutier prévu : prises de parole, échanges et annonces d'actions futures. La manifestation s'est terminée sur une chanson revue et adaptée sur l'air de « *Macron laisse béton !* ». Le tout sous un beau soleil normand !

Christine et Sophie



DR

ANTIRACISME 19 mars, contre le nationalisme et le racisme, «l'heure de nous-mêmes»

«Plus jamais ça!» avaient dit nos anciens à la sortie de la Seconde Guerre mondiale. Plus jamais la guerre, le nationalisme, le fascisme. Plus jamais la bombe atomique. Mais les monstres sont revenus, ils ne sont plus tapis dans l'ombre, ils sont là. Et ils marchent ensemble comme les cavaliers de l'Apocalypse.

Les réponses actuelles à la guerre en Ukraine ce sont les chants du clairon, la dynamique de réarmement général, les appels à l'unité nationale. En résumé l'accélération vertigineuse des dynamiques... qui ont conduit à la guerre. On peut ergoter doctement sur les contorsions de l'extrême droite. Mais tout comme on ne joue pas impunément avec l'idée de dissuasion nucléaire sans se retrouver un jour avec la menace de l'utilisation de l'arme atomique, on ne joue pas impunément avec le nationalisme guerrier sans favoriser à terme les forces qui l'incarnent le mieux.

«Notre pays s'appelle Solidarité»

«Notre pays n'a ni carte ni limites. Il ne fait pas la guerre si ce n'est au fascisme, au colonialisme, au racisme, à l'injustice et aux inégalités» dit l'appel «*Notre pays s'appelle Solidarité*». Lancée le 18 décembre, la Campagne Antiracisme et Solidarité regroupe aujourd'hui près de 400 organisations signataires, locales et nationales, collectifs de sans-papiers, de familles de victimes des violences policières, associations, réseaux de solidarité, collectifs féministes, syndicats, ONG... Là où des initiatives ont été prises le pari de la campagne s'est révélé juste : une autre réalité existe, une autre voie est possible. À Toulouse un tournoi de foot sur les thèmes de la campagne et en soutien aux hijabeuses a réuni des équipes de quartier, de sans-papiers, de groupes féministes et aussi une équipe de révolutionnaires soudanais.



Le 19 mars prochain des manifestations sont prévues dans le monde entier, contre le racisme et le fascisme, du Brésil à l'Afrique du Sud, des États-Unis à l'Australie et dans la plupart des pays européens. Cet appel prend un nouvel écho avec la guerre. Pas une autre question, LA question. Pas un autre front, LA réponse. En France une manifestation nationale est appelée conjointement par la campagne Antiracisme et Solidarité et le Réseau d'entraide vérité et justice. Laisser le monde aux Macron et Pécresse derrière lesquels grandissent les Le Pen et Zemmour, c'est le laisser aller à la catastrophe. Et nous ne parlons pas là d'élections.

Le 19 mars, une étape

La journée du 19 mars n'est ni le début ni la fin de l'histoire. Mais elle peut marquer un tournant. L'affirmation, la démonstration qu'il existe une autre voie que celle du nationalisme, de la guerre et du fascisme.

Certaines villes ont déjà décidé d'affranchir des cars pour monter à Paris. Ce vendredi 4 mars une manifestation des collectifs de sans-papiers partira de la place de la Nation pour aller vers le ministère de l'Intérieur en soutien aux piquets de grève de sans-papiers qui se battent depuis des mois avec le soutien de Solidaires. Dans le 18^e arrondissement a lieu ce dimanche 6 mars une déambulation féministe et antiraciste rassemblant CGT, CNT, collectif interpro 18^e en lutte, le collectif Nous toutes et la CSP 75 pour appeler au 8 mars et au 19 mars. À Montreuil une déambulation de mobilisation est prévue de foyer en foyer. Le matin du 19 mars un

rassemblement aura lieu devant la mairie de Montreuil en soutien aux «5 de Montpellier» ces camarades sans-papiers réprimés parce qu'ils voulaient manifester contre la France-Afrique. À Rennes un week-end féministe et antiraciste est prévu les 12 et 13 mars. Comme l'écrivait Brecht, «Tout est perdu... à moins que». «L'heure de nous-mêmes» disait Césaire. Il ne faut pas laisser passer le 19 mars. Ne pas laisser passer l'heure de nous-mêmes. L'heure du «à moins que...».

Denis Godard

Appel, signataires, visuels, agenda de la Campagne Antiracisme et Solidarité : <https://antiracisme-solidarite.org>



Ces profits ont pu être atteints par un ruissellement d'aides publiques, des suppressions d'emplois, le renvoi de milliers d'intérimaires et l'augmentation des marges sur chaque voiture qu'on produit. En effet, nous sommes de moins en moins nombreux, nos salaires n'augmentent pas et on produit avec des cadences de dingues. La conclusion des NAO (négociations annuelles obligatoires sur les salaires) a eu lieu la veille de l'annonce des bénéfices et nous n'avons obtenu que 42 euros net d'augmentation générale, des miettes par rapport à l'augmentation des prix actuelle et à venir, et une prime d'intérèsement de 3600 euros net alors que, pour les 2 milliards de profits pour l'année 2020, cette prime avait été de 2700 euros. Et bien sûr, rien pour les intérimaires. Bref, plus Stellantis fait de l'argent sur notre dos, moins on en a.

Les conditions de travail sont un repoussoir

Les quelques débrayages sur le groupe n'ont pour le moment pas été suffisants pour changer le climat dans les ateliers. À Mulhouse, les principaux secteurs sont à l'arrêt depuis une semaine à 15 jours du fait du manque de pièces. Les

STELLANTIS MULHOUSE Surprofits pour les uns, précarité pour les autres

Le groupe Stellantis, fusion de PSA et Fiat Chrysler, vient d'annoncer des profits records de 13,4 milliards d'euros pour l'année 2021, et ce malgré le Covid-19 et la pénurie de semi-conducteurs, qui ont considérablement ralenti la production.



intérimaires sont payés 50 euros/jour qui leur seront déduits quand leur mission s'arrêtera. Ce qui est marquant, ce sont les difficultés que rencontre la direction pour recruter des intérimaires. Une deuxième équipe a été lancée

salaires minables. L'année dernière, la direction avait renvoyé près de 500 intérimaires à peine formés du fait de la pénurie de pièces. Maintenant, elle annonce la création d'une équipe de nuit qui aurait dû démarrer mi-mars, finalement repoussée à fin avril du fait des difficultés de recruter 850 intérimaires supplémentaires. Pour recruter, la direction et les agences d'interim organisent des «job dating» dans les quartiers populaires de Mulhouse. On a même vu dans la presse une responsable d'agence espérer que la nouvelle réforme de l'assurance chômage contraindra les intérimaires à postuler chez PSA... Les salaires comme les conditions de travail sont des repoussoirs. PSA n'est pas près de se faire une image de marque attrayante pour la jeunesse !

Correspondant

JEUNESSE SCOLARISÉE De la Rencontre nationale... à la grève nationale dans les facs et les lycées !

La durée de l'occupation des sans-facs de Nanterre a atteint, dimanche dernier, quatre mois. Une lutte contre les conséquences de la sélection, dans laquelle les sans-facs tiennent tous les bouts : mener le combat localement pour obtenir leur inscription à Nanterre, mais aussi regrouper à l'échelle nationale les forces militantes dans le but de défendre le projet d'une université ouverte à toutes et tous.

Le 13 février, dans le bâtiment de la présidence de Nanterre occupé par les sans-facs depuis plus de 100 jours, s'est tenue la deuxième Rencontre nationale des étudiantEs en lutte.

Construction d'une mobilisation nationale

Un cadre de regroupement inédit dans le milieu de la jeunesse scolarisée qui a permis de regrouper plusieurs dizaines de représentantEs et de militantEs d'organisations syndicales, politiques et associatives lycéennes et étudiantes, dont des représentantEs nationaux des quatre organisations syndicales étudiantes, UNEF, Solidaires étudiant-e-s, Alternative et FSE. La rencontre a servi à discuter des bilans des journées du 27 janvier et du 3 février auxquelles la précédente rencontre avait appelé, mais aussi et surtout de comment poursuivre la construction d'une grève nationale dans les lieux d'études. C'est ainsi que l'appel émanant de la rencontre appelle à rejoindre la journée de grève interpro du 17 mars. Des débuts de discussions ont également eu lieu au sujet du lancement d'une campagne nationale de «sans-facs». Ce cadre est un point d'appui pour la construction d'une mobilisation nationale, permettant à différentes équipes militantes de se rencontrer et d'échanger, de favoriser le travail unitaire local et national. Alors que jusqu'ici ce qui primait était l'éparpillement des organisations syndicales de jeunesse et l'absence de plan de bataille, ces rencontres mettent à l'ordre du jour la construction d'une mobilisation étudiante nationale.

Se saisir de la journée de grève du 17 mars

Si cette rencontre a pu prendre l'ampleur nationale qu'elle a eue, c'est bien grâce à l'écho national qu'a eu la mobilisation des sans-facs de Nanterre.

Ces rencontres sont aussi le reflet de la compréhension du fait que face aux attaques annoncées par le gouvernement, il faut une riposte. La détermination des sans-facs de Nanterre montre bien qu'il existe dans la jeunesse une disponibilité importante à la mobilisation. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien si cette rencontre a été impulsée par les sans-facs. Aujourd'hui, alors que l'avenir que nous promet le système capitaliste est de plus en plus sombre, que Macron et ses semblables multiplient les annonces sur la hausse des frais d'inscription, la réduction des bourses, l'accentuation de la sélection, l'augmentation du temps de travail pour les jeunes... et que le débat politique est une incessante course derrière l'extrême droite, il faut que la jeunesse se saisisse de la journée de grève du 17 mars et fasse irruption dans la rue à deux semaines de la présidentielle pour faire valoir nos droits et nos revendications, et que cela soit le début d'un mouvement national dans la jeunesse !

Correspondants





Agenda

Jeudi 3 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Angers. À 20h, salle du Doyenné, 56, bd du Doyenné (Près du Chabada).

Vendredi 4 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Le Mans. À 20h, salle Barbara, arrêt Saint-Martin.

Vendredi 4 mars, réunion publique du NPA sur la Santé, Tours. Avec Franck Prouhet, médecin et membre de la commission santé du NPA. À 20h, au centre de vie du Sanitas.

Mercredi 9 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Besançon. À 20h, Grand Kursaal, 2, place du Théâtre à Besançon.

Vendredi 11 mars, réunion publique du NPA avec Olivier Besancenot – porte-parole de Philippe Poutou, Cergy. À 19h30, MJC Village, 6, place de Verdun.

Vendredi 11 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Montpellier. À 20h, salle Guillaume de Nogaret, Espace Pitot, place du Pr. Mirouze.

Mardi 15 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Lille. À 19h, salle le Gymnase, 7, place Sébastopol.

Mercredi 16 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Strasbourg. À 19h30, FEC, 17, place Saint-Étienne.

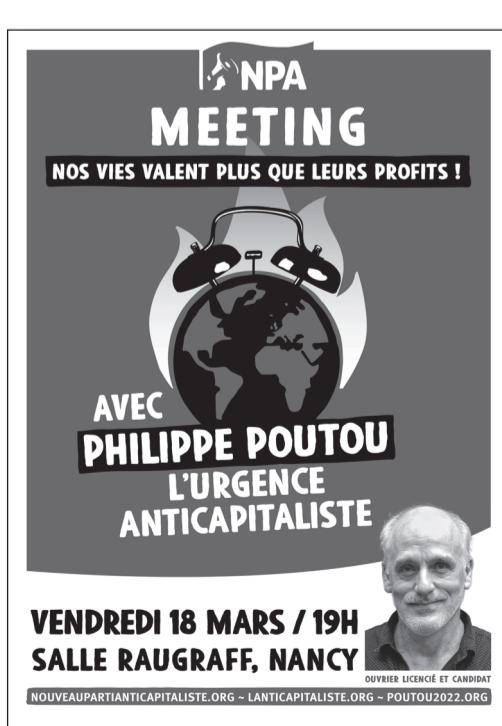
Vendredi 18 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Nancy. À 19h, salle Raugraff.

Samedi 19 mars, réunion publique du NPA avec Olivier Besancenot – porte-parole de Philippe Poutou, Ivry-sur-Seine. À 18h, salle Voltaire, place Voltaire, M^e Mairie-d'Ivry.

Mardi 22 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Alençon. À 20h30, salle Beaudelaire, rue Porchaine.

Samedi 26 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Clermont-Ferrand. À 16h, salle Leclanché, rue Champrat.

Mercredi 30 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Rennes. À 19h30, Maison de quartier Villejean, 2, rue de Bourgogne, M^e Villejean-Université.



#Poutou2022

Philippe Poutou et Pauline Salingue en déplacement dans le Tarn

Philippe Poutou, candidat du NPA à la présidentielle, et Pauline Salingue, porte-parole de campagne, étaient dans le Tarn le 25 février.

D eux moments forts : en début d'après-midi, après avoir rencontré des paysans de la Confédération paysanne et visité leur exploitation, nous nous sommes retrouvés à près de 80 personnes dans la salle municipale du village de Vaour. TravailleurEs des champs et travailleurEs des villes, nous avons fait ensemble le constat d'un combat nécessaire contre le développement du modèle agricole « productiviste et mortifère », qui fait des ravages et dont les premières victimes sont les agriculteurs et agricultrices.

Contre le capitalisme agricole
Avec la complicité de la FNSEA et l'impuissance des Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER), l'accaparement et la concentration des terres se poursuit, privant des milliers de jeunes – et moins jeunes – de la possibilité de s'installer et de développer d'autres modes de production agricoles.

Une remise en cause du capitalisme agricole nécessite de mobiliser tous les moyens nécessaires jusqu'à l'occupation de terres... Une alliance renouvelée entre travailleurEs, consommateurEs et



NPA

paysanEs pour la mise en place de circuits courts, le refus des intrants chimiques ou de l'élevage industriel, et aujourd'hui pour la mise en place d'une sécurité sociale alimentaire qui contribuera à préserver l'environnement et la biodiversité, à assurer des conditions d'installation et de travail aux agriculteurs et garantira une alimentation de qualité pour toutes et tous.

Vaour c'est aussi « l'Été de Vaour » qui, depuis 1986, accueille 15 000 personnes chaque année, pendant cinq jours de festival de théâtre. Philippe Poutou a ainsi partagé avec le directeur artistique de l'association culturelle la volonté d'une création artistique de qualité, accessible au plus grand nombre, en lien étroit avec les habitantEs de ce territoire rural.

Succès du meeting à Albi
Le soir, à la maison de quartier de Cantepau à Albi, près de 150 personnes ont assisté au meeting autour du candidat. Philippe a détaillé les difficultés de pouvoir se faire entendre mais il a insisté sur l'utilité de notre présence dans l'élection, faire entendre la voix de celles et ceux qui se battent, rendre visible notre camp social. Plusieurs collectifs ont pu faire partager leur lutte, contre le projet Terra2 qui a obtenu la suspension provisoire de la construction d'un entrepôt XXL, contre l'autoroute Castres-Toulouse payante et inutile, pour un accueil digne et humain des mineurEs étrangers non accompagnés, contre l'émergence de groupes fascistes qui n'hésitent plus à multiplier, dans le Tarn, les agressions contre les jeunes ou les militantEs.

L'intervention de Philippe et les nombreuses questions ont permis d'évoquer les principaux éléments de la situation. Au niveau international, nous condamnons fermement l'agression par l'impérialisme russe de l'Ukraine et nous appelons à soutenir massivement la population ukrainienne.

En France, nous combattions l'extrême droite, ses idées haineuses, racistes, islamophobes et la politique de Macron qui s'apprête à de nouvelles attaques contre les retraites, la protection sociale et le pouvoir d'achat...

Voter pour nous, a conclu Philippe, c'est la manière la plus claire de faire entendre le refus du capitalisme et de contribuer à recomposer les forces de notre camp.

Correspondants

#Poutou2022

Dans les Côtes-d'Armor, on sera là !

Le 25 février a été une journée au pas de course, dans les Côtes-d'Armor, pour Armelle Pertus, porte-parole de la campagne de Philippe Poutou.



En réunion publique
En route vers la réunion publique, Armelle a eu un échange avec Jean-Luc, président de l'association locale contre le logement indigne (ALCHI). Jean-Luc, militant révolutionnaire, a accroché à la fenêtre de son appartement en plein centre-ville de Guingamp le drapeau... du NPA.

La porte-parole de campagne a assuré la réunion publique à Bégard avec la participation d'un peu plus de trente personnes ; moitié adhérentEs de notre comité, moitié sympathisantEs, avec une majorité de militantEs issue du syndicalisme.

Première de l'ancrage de classe de notre parti, deux interventions d'une soignante et d'un cheminot ont introduit le débat. Les trois autres interventions encadrant le discours d'Armelle ont développé le bilan et les axes de travail de notre comité.

Sans oublier la course aux parainages : nous en sommes à six dont un hors département, rien n'est encore joué le curseur peut et doit bouger¹.

Et cerise sur le gâteau un jeune paysan s'est invité à la réunion...

L'effet table ronde régionale sur l'agriculture avec Philippe Poutou la semaine précédente.

Correspondant comité Nathalie Le Mél

1 – Et un nouveau parrain alors que cet article était écrit!

Essai

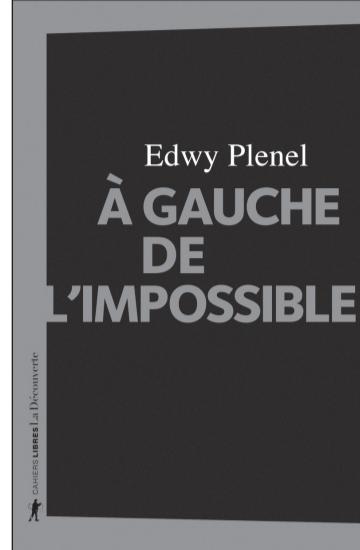
À gauche de l'impossible, d'Edwy Plenel

La Découverte, 405 pages, 20 euros.

Voici un livre important. Dédié à la mémoire de Daniel Bensaïd, c'est un cri d'alarme et un appel au sursaut. Plenel se réclame du journalisme critique, et son modèle est Kurt Tucholsky, le grand journaliste de gauche de la République de Weimar, adversaire intransigeant du nazisme, qui s'est suicidé en 1935; Walter Benjamin disait à son sujet : « Il a son poste à la gauche de l'impossible », et cette belle formule a été choisie par Plenel comme titre pour son livre – son autre grande référence dans le journalisme est plus discutable : Albert Camus...

Défense acharnée d'une petite oligarchie de privilégiés

Le livre est composé de trois sections : I. un bilan de l'état de choses actuel : « Où va la France ? », un clin d'œil au célèbre livre de Trotsky ; II. « La souffrance démocratique » : l'affaire Cahuzac, les attentats terroristes et leur instrumentalisation politique. III. « Les sursauts de la société », comme le mouvement des Gilets jaunes. Pour l'auteur, on observe une inquiétante continuité, malgré leurs différences, entre les trois derniers présidents : Sarkozy, Hollande et Macron ont en commun la défense acharnée d'une petite oligarchie de privilégiés, la répression sans pitié des protestations sociales et la désignation de boucs émissaires en guise de diversion idéologique. Hélas, une partie de la gauche, intellectuelle et partisane, a été emportée par le courant réactionnaire et conservateur,



semant le doute, la division et le renoncement, et ouvrant ainsi le chemin au pire. Le pire, la catastrophe, n'est pas à venir, elle est déjà là. Il ne s'agit plus de l'éviter mais de l'affronter. De la regarder en face en cessant de s'illusionner. Dans la conjoncture présente s'entremêlent les catastrophes sécuritaires, sanitaires, écologiques, sociales et démocratiques : désastre climatique, attentats, inégalités croissantes, virus inconnus, racismes. La réponse ne viendra pas d'en haut, mais des mobilisations sociales, qui prennent toujours des formes inédites. « Si la gauche politique est bien en peine, fragile, minoritaire et divisée, c'est parce que, depuis les années 1980, elle s'est détachée de la société pour s'identifier à

l'État – ainsi qu'au système capitaliste et sa logique néolibérale, ajouteraient-nous...

Une profonde crise de civilisation

Nous vivons, observe avec acuité Plenel, une profonde crise de civilisation, ou l'effondrement général menace, dans un mélange inextricable de destruction du vivant et de déshumanisation du monde, favorable aux fuites en avant autoritaires et identitaires. Il est urgent, pour affronter ces défis, de ré-inventer la gauche, en partant d'en bas, des résistances sociales et des expériences de lutte de ceux qui ne se résignent pas au pire. La gauche doit redevenir la pensée du non, le refus de ce qui est, de ses injustices, de ses impostures. Le refus donc du racisme, de la xénophobie, de l'islamophobie, de l'antisémitisme, de la diabolisation des dissidences. « Comme la question coloniale hier, la question migratoire est devenue le moment de vérité des gauches ». Marx n'avait-il déjà signalé, au 19^e siècle, que « l'antagonisme envers les ouvriers irlandais est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise » ?

Le chemin pour un autre avenir passe par les paroles de *l'Internationale*, par la tradition de solidarité entre exploités, contre les égoïsmes nationaux et les idéologies de l'inégalité naturelle – entre nations, races, civilisations, religions – depuis Joseph de Maistre et Charles Maurras jusqu'à Éric

Zemmour et Cie. En passant par le Maréchal Pétain, pourrait-on ajouter.

Nos radicalités sont réalistes

Inspirons-nous, propose Plenel, des révoltes salutaires des grands poètes aux heures sombres : Arthur Rimbaud communiste, René Char résistant, Aimé Césaire anticolonialiste. Comme en Mai 68, « Soyons réalistes, demandons l'impossible » : nos radicalités sont plus réalistes que ces politiques qui ne prennent pas la mesure de la catastrophe. Ce pavé dans la mare du conformisme par Edwy Plenel est plus qu'un exemple réussi de journalisme critique : c'est une précieuse contribution à l'indispensable refondation d'une gauche combative.

Michael Löwy

COMMANDÉZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

Exposition

Goscinnny : « Scénariste, quel métier ! »

Musée d'Angoulême du 22 février au 20 mars 2022. Tarif 4 euros jusqu'au 17 mars puis accessible avec le pass du festival 2022.

En avant-première du 49^e festival BD d'Angoulême (17 au 20 mars 2022), l'exposition « René Goscinny : scénariste, quel métier ! » a ouvert ses portes depuis le 22 février au musée d'Angoulême (vieille ville). Le père d'Astérix et de Lucky Luke se dévoile dans la première rétrospective intégrale de son œuvre !



RENÉ GOSCINNY SCÉNARISTE, QUEL MÉTIER !

Un scénariste exceptionnel à l'honneur

Le métier de scénariste sera enfin à l'honneur pour cette 49^e édition du festival et qui mieux que René Goscinny pouvait représenter ce travail de scénariste¹. Cette rétrospective exceptionnelle déroule les secrets de la poétique goscinnienne, le caractère polygraphique de son œuvre, et les coulisses de ses collaborations avec les plus grands dessinateurs du 9^e art.

Goscinny et Angoulême, c'est déjà une vieille histoire puisqu'une rue porte son nom, un Fauve (prix) porte également son nom, avec également une fresque murale géante. Mais c'est la première fois qu'une rétrospective inédite révèle les secrets de fabrication de celui qui a marqué à jamais l'art de la bande dessinée. De ses périplées américaines à ses collaborations étroites avec Albert Uderzo, Morris ou encore Gotlib, ce sont plus de deux décennies d'écriture frénétique que retrace cette exposition exceptionnelle. Une période au cours de laquelle René Goscinny a imaginé plus de 450 scénarios de bande dessinée.

L'histoire de René Goscinny ne commence pas à Angoulême, mais à Paris, en 1926, et se poursuit en Argentine où il passe sa jeunesse bien qu'il revienne toujours en Charente ou dans les Deux-Sèvres pour se ressourcer ainsi que le montre le troisième étage du musée. Il dessine beaucoup (des caricatures et de l'humour) mais à la mort de son père, il part tenter sa chance à New York où il fait des rencontres importantes mais ne place pas grand-chose. Retour en Europe où il rencontre le dessinateur Uderzo qui a du mal à raconter des histoires (l'inverse de Goscinny), et c'est parti pour une aventure qui ne cessera qu'en 1977 à la mort du scénariste.

À la découverte du génie goscinnien

*Astérix*², *Lucky Luke*, *Iznogoud*, *Le Petit Nicolas*, *Les Dingodossiers*... Ces bandes dessinées font partie intégrante du patrimoine. Si beaucoup ont déjà fait l'objet d'une exposition, ce n'était jusqu'à présent pas le cas du travail de scénariste de René Goscinny (1926-1977). L'exposition met ainsi en lumière le caractère de l'œuvre de Goscinny, qui en fait l'un des dignes héritiers des feuilletonistes du 19^e siècle. Elle révèle également les ressorts de son écriture, l'équilibre entre les personnages et un sens du découpage imparable.

Enfin, ce parcours à la découverte du génie goscinnien se penche sur l'un des aspects les moins connus de sa carrière et peut-être le plus important pour le 9^e Art, à savoir son implication dans la lutte pour les droits d'une profession aux contours encore flous. Quand Goscinny débute, le scénariste est payé de la main à la main par l'éditeur et parfois par le dessinateur. Il n'y avait pas de trace, pas de reconnaissance, pas de droits sociaux ni de retraite. Le combat de Goscinny et de ses camarades a débouché sur une charte des droits d'auteur qui a participé de la reconnaissance de la bande dessinée comme un art à part entière.

Il est certain que celles et ceux qui viendront une ou deux journées en avance du festival verront tranquillement l'exposition car après, ça sera la cohue... comme le souhaitent à juste titre les organisateurs.

Sylvain Chardon

1 – L'auteur de ces lignes a également un petit faible pour le regretté Jean Michel Charlier (*Buck Danny*, *Barbe-Rouge*, *Blueberry* ou *la Patrouille des Castors*).

2 – Sur les murs du musée est exposé le premier scénario de la première planche du synopsis d'*Astérix le Gaulois* ainsi que la note préparatoire manuscrite.

Roman

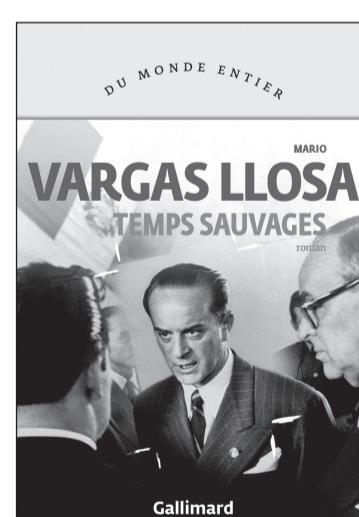
Temps sauvages, de Mario Vargas Llosa

Gallimard, 400 pages, 23 euros.

À la fin de sa jeunesse péruvienne proche de la gauche communiste, le romancier Mario Vargas Llosa est devenu un néolibéral et conservateur patenté, lié aux cercles réactionnaires nord-américains et européens. Mais, en plus d'être un écrivain de talent, il est loin d'être un imbécile dépourvu de capacités d'analyse.

Le spectre du communisme

C'est ce que montre son dernier roman dont l'un des éléments centraux est le coup d'État militaire organisé en 1954 par les États-Unis pour chasser du pouvoir le président démocratiquement élu du Guatemala Jacobo Arbenz qui a eu le grand tort de prendre des mesures qui remettent en cause les priviléges du géant étatsunien de la banane, la United Fruit Company, à laquelle le dictateur Jorgé Ubico avait concédé des avantages considérables (cession de centaines de milliers d'hectares de terres publiques, exemptions fiscales, pleins pouvoirs sur les salariés agricoles). Ubico a été renversé par un mouvement populaire démocratique en 1944 et c'est Juan Arévalo qui a été élu en 1945, prenant quelques mesures sociales en faveur de la paysannerie



et autorisant (avec des limites) le syndicalisme. La United Fruit commence à s'alarmer et lance en sous-main une campagne de presse pour discréditer Arévalo comme ouvrant la voie à une communisation du Guatemala. Les dirigeants de la société savent que c'est faux (Arévalo n'a rien contre les États-Unis et ne veut que démocratiser un pays dominé par une aristocratie de grands propriétaires racistes en lien avec des militaires réactionnaires), mais agiter le spectre communiste est le moyen d'obtenir le soutien du gouvernement étatsunien (dont par ailleurs des officiels importants, secrétaire d'État et directeur de la CIA, ont eu des relations d'affaires avec la United Fruit).

En 1951, Jacobo Arbenz succède à Arévalo et gauchit sa politique en faisant adopter en 1952 une loi de réforme agraire. C'en est trop pour les États-Unis. Pour renverser Arbenz, la CIA embauche des mercenaires et place à leur tête un militaire médiocre, Castillo Armas, tandis que John Peurifoy est nommé ambassadeur au Guatemala (il a l'expérience des contre-révolutions puisqu'il a été en poste en Grèce pendant la guerre civile). Arbenz qui, comme son prédécesseur, ne veut que démocratiser le pays, est dépassé

par les événements et finira par démissionner sous la pression des militaires guatémaltèques et, bien sûr, des États-Unis. Castillo Armas lui succédera, suivi par une série de gouvernements réactionnaires et racistes anti-indigènes.

Un roman qui mêle événements historiques et fiction

C'est cet enchainement que décrit Vargas Llosa. Son livre est un roman qui mêle événements historiques et fiction. Le style est parfois déroutant, notamment le fait d'entrelacer, parfois dans un même chapitre, des événements qui

Henri Wilno

Mémorandum sur une position anti-impérialiste radicale concernant la guerre en Ukraine

Alors que la guerre de Poutine contre l'Ukraine fait rage, des débats se développent, dans les gauches anticapitalistes, sur les positions à adopter face à cette agression. Nous publions le point de vue de notre camarade Gilbert Achcar.

L' invasion russe de l'Ukraine est le deuxième moment déterminant de la nouvelle guerre froide dans laquelle le monde est plongé depuis le début du siècle par suite de la décision américaine d'élargir l'Otan. Le premier moment déterminant a été l'invasion de l'Irak par les États-Unis en 2003. Elle s'est soldée par un échec total dans la réalisation des objectifs impérialistes étatsuniens. Le prix que l'Irak a payé – et continue de payer avec les pays voisins – a été énorme, mais la propension de l'impérialisme étatsunien à envahir d'autres pays a été considérablement réduite, comme le confirme le récent retrait de ses troupes d'Afghanistan.

L'Ukraine, et au-delà

Le sort de l'invasion de l'Ukraine par la Russie déterminera la propension de tous les autres pays à l'agression. Si elle échoue à son tour, l'effet sur toutes les puissances mondiales et régionales sera celui d'une forte dissuasion. Si elle réussit, c'est-à-dire si la Russie parvient à « pacifier » l'Ukraine sous ses bottes, l'effet sera un glissement majeur de la situation mondiale vers la loi de la jungle sans retenue, enhardissant l'impérialisme des États-Unis et ses alliés à poursuivre leur propre comportement agressif.

Pour l'instant, la résistance héroïque du peuple ukrainien a déstabilisé toute la gamme des admirateurs réactionnaires de Vladimir Poutine, de la droite dure et de l'extrême droite mondiales aux partisans de l'impérialisme russe prétendument de gauche. Une victoire de Poutine en Ukraine renforcerait considérablement cet éventail de politiques réactionnaires.

Au-delà de la condamnation générale de l'invasion russe, il y a eu également quelques confusions dans les rangs des véritables courants anti-impérialistes quant à la position spécifique à adopter sur les questions liées à la guerre en cours. Il est important de clarifier ces questions.

Pour le retrait total et inconditionnel

1. Il ne suffit pas de demander à la Russie de cesser ses attaques et d'appeler à « un cessez-le-feu immédiat et un retour à la table des négociations ». Nous n'avons pas utilisé un tel langage onusien lorsque les États-Unis ont envahi l'Irak, mais nous avons exigé le retrait immédiat et inconditionnel des agresseurs, comme nous l'avons fait dans chaque cas d'invasion d'un pays par un autre. De même, nous devrions exiger non seulement la cessation de l'agression, mais aussi le retrait immédiat et inconditionnel des troupes russes d'Ukraine.



WIKIMEDIA COMMONS

2. L'exigence du retrait russe s'applique à chaque pouce du territoire ukrainien – y compris le territoire envahi par la Russie en 2014. Lorsqu'il y a un différend sur l'appartenance d'un territoire où que ce soit dans le monde – comme la Crimée ou les provinces de l'est de l'Ukraine, en l'occurrence – nous n'acceptons jamais qu'il soit résolu par la force brute et la loi du plus fort, mais toujours uniquement par le libre exercice par les peuples concernés de leur droit à l'autodétermination démocratique.

À propos des appels aux interventions extérieures

3. Nous sommes opposés aux appels à l'intervention militaire directe d'une force impériale contre une autre, que ce soit par des troupes au sol ou par l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne à distance. Par principe, nous sommes contre l'intervention militaire directe de toute force impérialiste, où que ce soit. Demander à l'une d'entre elles d'en affronter une autre équivaut à souhaiter une guerre mondiale entre puissances nucléaires. De

plus, il est impossible qu'une telle intervention puisse s'effectuer dans les limites du droit international puisque la plupart des grandes puissances impérialistes disposent d'un droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU. Même si l'on peut aisément comprendre que les victimes ukrainiennes de l'agression puissent lancer, par désespoir, de tels appels, il s'agit néanmoins de demandes irresponsables.

4. Nous sommes pour la livraison sans conditions d'armes défensives aux victimes d'une agression – dans ce cas, à l'État ukrainien qui lutte contre l'invasion russe de son territoire. Aucun anti-impérialiste responsable n'a demandé à l'URSS ou à la Chine d'entrer en guerre au Vietnam contre l'invasion américaine, mais tous les anti-impérialistes radicaux étaient favorables à une augmentation des livraisons d'armes par Moscou et Pékin à la résistance vietnamienne. Donner à ceux qui mènent une guerre juste les moyens de lutter contre un agresseur beaucoup plus puissant est un devoir internationaliste élémentaire. S'opposer en bloc à de telles livraisons est en

contradiction avec la solidarité élémentaire due aux victimes.

Au sujet des sanctions et des réfugiés

5. Nous n'avons pas de position de principe générale sur les sanctions. Nous étions favorables aux sanctions visant l'État d'apartheid sud-africain et nous sommes favorables aux sanctions visant l'occupation coloniale israélienne. Nous étions contre les sanctions imposées à l'État irakien après sa destruction par la guerre en 1991, car il s'agissait de sanctions meurtrières qui ne servaient aucune cause juste, mais seulement la soumission d'un État à l'impérialisme des États-Unis, avec un coût quasi génocidaire pour sa population. Les puissances occidentales ont décidé toute une série de nouvelles sanctions contre l'État russe pour son invasion de l'Ukraine. Certaines d'entre elles peuvent effectivement réduire la capacité du régime autoritaire de Poutine à financer sa machine de guerre, d'autres peuvent nuire à la population russe sans trop affecter le régime ou ses acolytes oligarchiques. Notre opposition à l'agression russe combinée à notre méfiance à l'égard des gouvernements impérialistes occidentaux signifie que nous ne devrions ni soutenir les sanctions de ces derniers ni exiger leur levée.

6. Enfin, la question la plus évidente et la plus directe de toutes dans une perspective progressiste est la demande d'ouverture de toutes les frontières aux réfugiés d'Ukraine, comme elles devraient l'être pour tous les réfugiés fuyant la guerre et les persécutions, quelle que soit leur provenance. Le devoir d'accueillir et d'héberger les réfugiés et le coût de cet accueil doivent être équitablement partagés par tous les pays riches. Une aide humanitaire urgente doit également être apportée aux personnes déplacées à l'intérieur des frontières de l'Ukraine.

Solidarité avec le peuple ukrainien !

Gilbert Achcar

L'image de la semaine



Vu ailleurs

BIG BROTHER CENSURÉ ? Le Conseil constitutionnel a censuré vendredi 25 février un texte, revu depuis par le législateur, sur la conservation générale et indifférenciée des données de connexion, estimant que cette disposition portait une « atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie privée ». Le texte censuré imposait aux fournisseurs d'accès à Internet (FAI) ou de téléphonie de conserver pendant un an les données de connexion – heure d'envoi, durée d'un appel, adresse IP... – de leurs clients, pour qu'elles puissent être réquisitionnées dans le cadre d'enquêtes judiciaires. Cette disposition, jugée trop large et attentatoire à la vie privée, était contestée depuis plusieurs années par des associations de défense des droits des internautes, dont La Quadrature du Net.

Saisi dans le cadre d'une question prioritaire de constitutionnalité (QPC), introduite par le fournisseur d'accès associatif Franciliens.net, le Conseil constitutionnel a jugé que, « compte tenu de leur nature, de leur diversité et des traitements dont elles peuvent faire l'objet, [les données de connexion conservées par les opérateurs] fournis sur ces utilisateurs ainsi que, le cas échéant, sur des tiers, des informations nombreuses et précises, particulièrement attentatoires à leur vie privée ». « En autorisant la conservation générale et indifférenciée des données de connexion, les dispositions contestées portent une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie privée », a souligné le Conseil constitutionnel.

Le texte censuré n'est plus en vigueur depuis la nouvelle loi antiterroriste du 30 juillet 2021, mais la décision du Conseil constitutionnel pourrait ouvrir « un conflit de jurisprudence » qui devra être tranché par la Cour de cassation, a réagi l'avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation Patrice Spinosi. [...]

Le texte censuré par le Conseil constitutionnel prévoyait que les opérateurs de communications électroniques effacent ou rendent anonymes les données relatives au trafic enregistrées à l'occasion des communications électroniques dont ils assurent la transmission, mais stipulait en même temps que les opérateurs pouvaient être tenus de conserver certaines catégories de données de connexion en vue de leur mise à disposition de l'autorité judiciaire.

Le Monde avec AFP, « Le Conseil constitutionnel censure la conservation généralisée des données de connexion », 25 février 2022.

l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12 € = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenu et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 35 €	<input type="checkbox"/> 1 an 70 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €
Hebdo + <input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 1 an 120 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 €
Promotion d'essai	<input type="checkbox"/> 3 mois offert
	<input type="checkbox"/> 12 €

ÉTRANGER

Jointre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenu et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

Hebdo <input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
---	---	---

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre
---	---	---

Titulaire du compte à débiter

Nom : Prénom :

Adresse : Ville :

Code postal : Mail :

Désignation du compte à débiter

IBAN : BIC :

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficierez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Numeréro ICS : FR43ZZZZ5475

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org